

Les faits en question, les idées en réponse !

Les Frères musulmans menacent-ils réellement la République ?



Ce rapport n'analyse pas, il accuse
au moins 10% de la population Française !

BILLET

Quand la faïence
marocaine fait
froncer les sourcils
à Alger...

“

Ce rapport ne me parle pas de la France que j'ai connue" –
Ma lecture critique en tant que francophone-marocain qui
garde un œil culturel et un peu politique sur la France pour la
simple raison que la diaspora marocaine reste très
nombreuse et de ce fait, je me sens encore concerné ”

EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Force d'investissement en Afrique :
le Maroc mène la danse

Entre deals et géopolitique :
Trump snobe Israël et mise sur
les monarchies Golfe

Quand l'historien
algérien est réduit au
"mode d'avion" !!



INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

SOMMAIRE

04 EDITO

06 RÉGIONAL

12 NATIONAL

24 INTERNATIONAL

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة
ARRISALA, SA**
Imprimerie Arrissala

I-DÉBATS NUMÉRO 07 - MAI 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACHEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma 

Pourquoi je suis contre l'islam politique

Il y a des engagements que l'on prend par intérêt, d'autres par fidélité à une idée plus grande que soi. Mon opposition à l'islam politique relève de la seconde catégorie.

Elle ne découle ni d'une hostilité à l'égard des croyants engagés ni d'une soumission à une vision laïque radicale importée d'ailleurs. Elle est au contraire l'expression d'un attachement profond à l'islam, à sa richesse spirituelle, à sa pluralité interprétative, à sa fonction éthique. Et c'est justement parce que je suis musulman que je suis profondément inquiet lorsqu'on réduit ma religion à un projet partisan.

Car l'islam politique n'est pas une simple opinion comme une autre : c'est une tentative de colonisation du champ politique par une certaine lecture du religieux. Cette lecture, souvent sélective et idéologisée, érige la charia en programme électoral, la mosquée en quartier général, le prêche en meeting. Ce faisant, elle transforme une foi personnelle en ordre social, une croyance libre en norme collective, une transcendance en pouvoir terrestre.

Or, cette confusion entre le religieux et le politique n'est pas sans conséquences. Elle est dangereuse pour la démocratie, qui suppose un pluralisme réel, une alternance pacifique, et une égalité entre citoyens, croyants ou non. Elle est nocive pour la société, qu'elle fracture en « pieux » et en « égarés », en musulmans « authentiques » et en autres soupçonnés de tiédeur ou d'athéisme masqué. Mais elle est surtout périlleuse pour la religion elle-même, qu'elle instrumentalise, abîme, vulgarise.

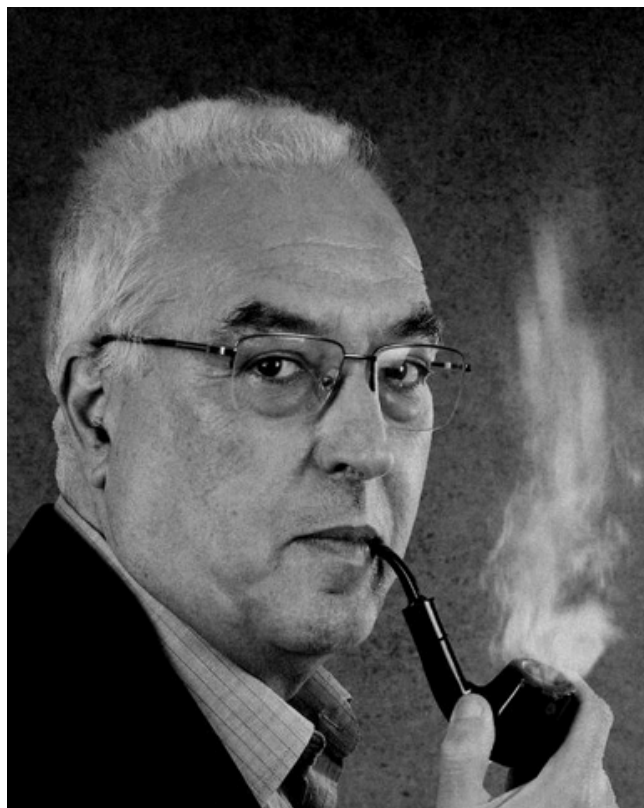
L'islam politique souille la foi en la soumettant aux jeux du pouvoir. Il pousse les prédicateurs à devenir des tacticiens, les croyants à devenir des militants, et les versets à devenir des slogans. Il provoque un divorce entre le spirituel et l'intime, et le temporel et l'opportuniste. En politique, il faut négocier, transiger, parfois un mentir ou faire semblant. Peut-on décemment demander à la foi de s'y plier sans qu'elle y perde son âme ?

Regardons autour de nous. Là où les partis islamistes ont accédé au pouvoir, l'islam n'a pas progressé, il a régressé. Il est devenu source de conflit plus que de réconciliation, de contrôle plus que de libération. On a vu les masques tomber, les promesses s'effacer, les slogans se retourner contre ceux qui y ont cru. L'expérience a été amère, pour les peuples comme pour la religion elle-même.

Je milite donc pour une séparation claire — non pas hostile, mais salvatrice — entre religion et pouvoir partisan. Que les valeurs religieuses inspirent les consciences, bien sûr. Qu'elles nourrissent le débat public, qu'elles éveillent à la justice, à la solidarité, à la dignité. Mais qu'elles ne soient jamais imposées comme loi commune sous peine de se trahir elles-mêmes.

L'islam, dans sa profondeur, a toujours été plus grand que les pouvoirs temporels. Il n'a pas besoin de ministères pour exister, ni de partis pour rayonner.

Il est temps d'affirmer que la spiritualité ne peut pas être l'otage d'un projet de société exclusif. Il est temps de protéger l'islam de ses faux défenseurs, de ceux qui confondent le minbar et l'urne.



Il est temps de faire preuve de courage intellectuel et spirituel : refuser l'instrumentalisation de la religion, c'est refuser son effacement progressif dans le tumulte du pouvoir.

Je ne veux pas que ma foi soit utilisée. Je veux qu'elle soit vécue. En conscience. En liberté. En paix.

De la même manière que l'usage légitime de la force appartient exclusivement à l'État, la gestion du champ religieux ne peut relever que de l'institution monarchique au Maroc.

Le Roi, en tant que Commandeur des croyants, incarne une autorité religieuse qui transcende les partis, les coalitions et les calculs politiques. Il est le garant d'un islam modéré, tolérant, enraciné dans notre histoire, et à l'abri des récupérations idéologiques.

Confier la religion à un parti, quel qu'il soit, c'est courir le risque de la déchirer, de la rendre conflictuelle, et d'ouvrir la porte à des logiques d'exclusion, de jugement et de division. Voilà pourquoi je refuse d'entrer dans ce jeu. Parce que je crois que la foi se vit, mais ne se vote pas.

Voilà pourquoi l'idée de voter PJD ne m'a jamais traversé l'esprit : parce que je considère que le religieux ne doit jamais devenir un argument électoral.

Rédigé par Adnane Benchakroun



SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

BILLET D'HUMEUR : QUAND LA FAÏENCE MAROCAINE FAIT FRONCER LES SOURCILS À ALGER...

L'ARTISANAT MAROCAIN S'INVITE DANS LES VILLAS DES MILLIARDAIRES

Le zellige marocain devient l'arme culturelle du soft power du Royaume, séduisant les élites mondiales tout en frustrant Alger. Un carreau, mille messages. :

Le zellige marocain s'impose comme objet de désir dans les cercles du luxe international

Derrière chaque carreau, une stratégie d'influence douce et efficace

L'artisanat marocain, un outil diplomatique plus efficace qu'un discours officiel

Zellige marocain : quand les carreaux colorés deviennent des armes diplomatiques

On croyait que seules les mégapoles pouvaient faire la pluie et le beau temps en matière de tendances. Raté. Aujourd'hui, ce sont des petits morceaux de faïence taillés à la main dans un atelier de Fès ou de Salé qui créent l'événement. Le zellige marocain, autrefois modeste ornement des hammams et patios, s'affiche désormais sur les murs des villas de Malibu et dans les couloirs des tours à Dubaï.

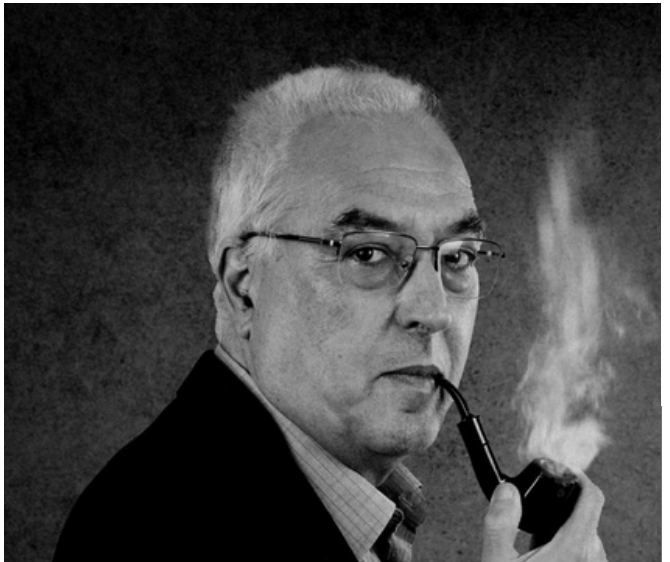
Ce n'est plus de la déco, c'est du storytelling en céramique. Chaque motif raconte un Maroc éternel et millénaire. Et les grandes fortunes, saturées de béton et de domotique, s'achètent une âme avec des murs à l'ancienne, le tout pour le prix d'un yacht. Résultat : les artisans marocains sont bookés comme des chefs étoilés, et les carreaux deviennent plus rares que les invitations au gala du Met.

Ce succès mondial n'est pas un hasard. Il surfe sur une fatigue globale de la standardisation. Ikea a peut-être conquis les salons, mais n'a pas encore cassé le charme du travail fait main. Le zellige incarne ce retour aux sources qui rassure les élites mondialisées : chaque carreau est imparfait, donc unique. Et chaque villa « à la marocaine » dit : « je ne suis pas comme les autres ».

Le Maroc, lui, ne dit rien, il regarde. Et il vend. Bien joué. En laissant ses artistes parler avec leurs mains, le pays marque des points à l'international sans même monter sur scène. C'est du soft power discret, en babouches. Et pendant que les milliardaires font de la méditation sur des fontaines en zellige, Alger fait grincer la craie sur le tableau.

Il faut les comprendre. Voir le patrimoine d'un voisin devenir objet de désir planétaire pendant que son propre héritage reste en réserve, c'est frustrant. Surtout quand ce voisin est le sujet de tension permanent. C'est comme voir son ex briller sur Instagram pendant que votre story plafonne à douze vues.

Mais pourquoi ça coince ? Peut-être parce que, du côté d'Alger, le patrimoine est moins souvent mis en récit, en émotion, en désir. Le zellige marocain est devenu sexy : il n'est plus perçu comme du folklore mais comme un art de vivre.



Il a un storytelling, une mise en scène, un public. Bref, il a une image.

On pourrait en rire si ce n'était pas aussi sérieux. Car au fond, la géopolitique culturelle, c'est un vrai jeu d'influence. Et le Maroc a trouvé un levier à la fois subtil, ancien et... coloré. Pendant que d'autres pays brandissent des missiles ou des drapeaux, le Royaume colle des motifs étoilés sur des colonnes en cèdre. Résultat ? Il entre dans les salons feutrés du monde qui compte.

Quand le tapis rouge rencontre les carreaux de Fès

Le zellige n'est pas qu'un décor d'ambassade. Il est aussi devenu un objet de luxe convoité par les designers les plus branchés. À la dernière Biennale d'architecture de Venise, plusieurs pavillons européens intégraient des éléments marocains, dont du zellige façonné sur mesure.

En Californie, certaines marques de design intègrent désormais des artisans marocains dans leurs équipes permanentes. Plus qu'un effet de mode, c'est une réhabilitation du geste artisanal dans le design mondial, avec le Maroc en guest star silencieuse.

Rédigé par Adnane Benchakroun

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

FORCE D'INVESTISSEMENT EN AFRIQUE : LE MAROC MÈNE LA DANSE

Au cours des dernières décennies, l'Afrique s'est positionnée comme un vrai vivier d'opportunités pour les investissements stratégiques et les mégaprojets. Des infrastructures modernes aux énergies renouvelables, le continent attire de plus en plus l'attention des investisseurs étrangers, séduits par son potentiel de croissance et ses ressources abondantes.

Arrivant en tête de son continent selon le dernier rapport d'investissement dans le monde de la CNUCED, le Maroc se distingue comme un acteur clé, consolidant sa position de leader en matière de flux d'investissements directs étrangers (IDE) sortants, témoignant ainsi de sa stratégie ambitieuse et de son rôle moteur dans le développement économique régional.

Cette dynamique reflète non seulement la vision stratégique du Maroc, mais aussi son engagement à renforcer les liens économiques avec ses voisins africains.

Cette position qu'occupe le Royaume depuis des années et qu'il continue de consolider ne relève pas de l'arbitraire, mais est le fruit d'un mécanisme de gouvernance stratégique réfléchi, résilient et adapté à un contexte national et international dit en perpétuelle mutation. Sous l'impulsion d'une institution royale visionnaire, le Maroc arrive à asseoir un climat d'investissement attractif et compétitif.

Reconnaître le fait que l'on savoure d'ores et déjà les fruits de l'instauration d'un département dédié à l'investissement et au climat des affaires depuis les dernières législatives en 2021 est inéluctable ; Au vu des efforts déployés par le Ministère de l'investissement, l'Agence Marocaine du Développement des Investissements et des Exportations (AMDIE), en concertation avec d'autres organismes, en matière d'allègement de procédures administratives à l'investissement, l'implémentation des directives dictées par le Nouveau Modèle de Développement (NMD), la réflexion sur une nouvelle charte d'investissement pour remplacer celle qui datait déjà d'environ trois décades et sa mise en place en 2022, le Maroc se dit fier aujourd'hui d'être une nation attractive d'investissements générateurs de valeur.

De surcroît, la CDG, les fonds de pension (notamment la CMR) et les fonds souverains (à leur tête le fonds Mohammed VI de l'investissement) sont des sponsors clés (quoique méconnus par certains) de l'investissement marocain. Ceci dit et nonobstant le rôle de catalyseurs locaux et opérationnels que jouent les 12 CRI, les dernières statistiques publiées en fin avril en témoignent.

Mais le vrai point d'appui de ces progrès revient à des notions assez simples et précises : optimisation, facilitation et digitalisation. Les acteurs de l'investissement marocain ont adopté une approche stratégique qui mitige ces trois concepts à la fois désireux de maximiser l'efficacité des investissements à travers des réformes ciblées, financer des projets structurants,



accompagner les investisseurs de manière personnalisée et renforcer la transparence.

Ainsi, cette dynamique ayant progressivement été mise en place depuis environ une décennie a permis la montée en investissements dans un nombre considérable de secteurs clés au Maroc. Il s'agit essentiellement des infrastructures (routières, portuaires et aéroportuaires) et BTP, les énergies renouvelables (station Noor et hydrogène vert), banques et télécommunications, et particulièrement un large éventail de segments industriels devenus stratégiques et déterminants dans la souveraineté industrielle du Royaume.

Les opérateurs économiques opérant dans ces dits secteurs, ayant franchi le cap de maturité et de quasi-saturation du marché local, ont décidé de se retourner vers le continent africain non seulement pour générer plus de valeur mais aussi pour implémenter les directives royales en termes de leadership et de tissage d'un modèle stratégique ambitieux de coopération Sud-Sud.

A l'instar des groupes bancaires Attijariwafa Bank et BCP étendant leurs réseaux en Afrique subsaharienne et de Maroc Telecom, des compagnies d'assurance telles que RMA et Wafa Assurance proposent leurs solutions en Afrique, et des entreprises de BTP comme Addoha et Alliances se tournent résolument vers le continent africain. Cette dynamique s'observe également dans l'industrie avec OCP nouant des

partenariats, dans les énergies renouvelables avec MASEN partageant son expertise, ainsi que dans les transports (Royal Air Maroc). Ces expansions illustrent une stratégie concertée où la recherche de croissance et de création de valeur s'aligne avec une volonté de contribuer activement au développement économique et social des nations africaines.

L'expansion de ces géants marocains de l'investissement en Afrique laisse des retombées positives considérables notamment quant à la propulsion du commerce intra-africain par la création de flux commerciaux et le développement de chaînes de valeur régionales, tandis que l'implantation des banques marocaines, en l'occurrence l'implantation du Groupe Attijari WafaBank dans la zone CEDEAO, facilite le financement régional et l'inclusion financière. Au-delà de l'économie, ces expansions stratégiques dans des secteurs variés tels que les infrastructures, les télécommunications, l'industrie, les énergies renouvelables et le BTP...

Ces initiatives contribuent significativement au développement du continent par le transfert de compétences, la modernisation des infrastructures, la promotion de la transformation numérique et le renforcement des liens politiques, s'inscrivant pleinement dans la vision marocaine de coopération Sud-Sud et participant activement à l'essor économique et social de l'Afrique.

Le Maroc se distingue en tête des pays africains pour les flux d'investissements directs étrangers sortants, comme le souligne le récent rapport de la CNUCED. Toutefois, cette dynamique de croissance économique à l'échelle du continent est également portée par d'autres nations clés. Le Kenya, classé deuxième, s'affirme comme une plateforme d'investissement majeure et un pôle de compétitivité en Afrique de l'Est. Le Sénégal, le Nigéria et la Côte d'Ivoire connaissent également une croissance rapide ces dernières années. La question centrale est de comprendre ce qui propulse ces pays au rang de co-locomotives de ce développement.

La réponse réside dans l'élaboration de plans ambitieux, avec des horizons temporels variés (2030, 2035, 2050), comparables au Nouveau Modèle de Développement (NMD) marocain. La mise en œuvre de ces stratégies engendre des réformes et des transformations structurelles profondes, favorisant l'émergence d'investissements porteurs, créateurs de valeur et d'emplois durables.

En définitive, et dans un contexte mondial marqué par une forte compétition pour l'influence en Afrique, le Maroc se trouve à un tournant stratégique pour ses investissements sur le continent entre perspectives de développement de partenariats fructueux dans divers secteurs notamment le gazoduc marocco-nigérian, l'initiative atlantique ambitionnant le désenclavement des pays du Sahel... et une concurrence accrue de la part d'autres pays qui chercheraient à déguiser le néo colonialisme en « partenariats Nord-Sud fructueux et stratégiques ».

Ceci dit, pour renforcer sa position, le Maroc est appelé à approfondir davantage ses liens de fraternité avec les pays d'Afrique dans le cadre de la coopération Sud-Sud, et diversifier ses alliances avec d'autres pays du Nord... Ce qui lui permettrait de consolider son positionnement de hub continental.

Rédigé par Par Anass ERRADI



QUAND L'HISTORIEN ALGÉRIEN EST RÉDUIT AU "MODE D'AVION" !!

Un scandale retentissant secoue l'Algérie... Des instructions officielles strictes pour les professeurs d'"histoire" les obligent à garder le silence... Après une profonde réflexion, les généraux algériens ont convenu qu'ils ne possédaient pas d'histoire solide, documentée et consensuelle, et que par conséquent, il valait mieux promouvoir leurs hérésies appelées "histoire" uniquement entre eux, sans besoin de les présenter à l'international, que ce soit par les professeurs d'histoire ou les spécialistes de la propagande algérienne...

Dans une démarche qui a suscité une large controverse dans les milieux académiques et médiatiques en Algérie, la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Hassiba Ben Bouali de Chlef a publié une instruction interne interdisant aux professeurs du département d'histoire de faire des déclarations ou des interviews avec les médias étrangers sans obtenir au préalable une autorisation de l'administration... Une note a été récemment publiée et largement diffusé sur les réseaux sociaux, où il a été décrit comme une atteinte grave à la liberté de pensée et de recherche au sein des universités algériennes...

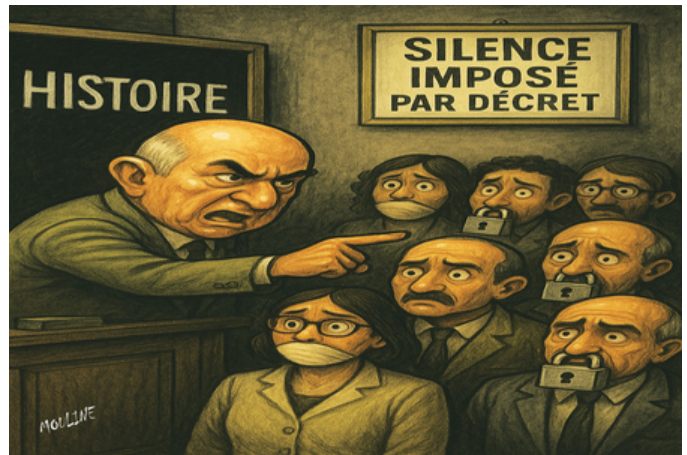
Une institution punitive et non académique

Le document universitaire ne s'est pas contenté d'interdire les déclarations, mais a également averti explicitement que toute personne qui contreviendrait à cette instruction s'exposerait à des mesures disciplinaires, ce qui a rappelé l'image de l'université comme une institution punitive et non académique... Le régime militaire algérien a complète le cercle de la terreur, l'écrivain est emprisonné, l'historien est réduit au silence et le professeur est menacé, car la vérité, dans l'Algérie d'aujourd'hui, est devenue un crime impardonnable.

Les Algériens veulent une histoire à leur goût !!

Le journaliste et opposant algérien Walid Kebir a été l'un des premiers à commenter le document, publiant un message incendiaire sur son compte Facebook, considérant que l'instruction ressemble davantage à une déclaration émanant d'un service de sécurité qu'à une note universitaire émanant d'une institution censée promouvoir la liberté d'expression et le débat scientifique... il a qualifié cette démarche d'indice d'une étape avancée de musellement des voix et de transformation de l'université en un espace soumis à la logique policière qui surveille les pensées et muselle les voix...

La critique de Kebir ne s'est pas limitée au contenu du document, mais a également porté sur sa forme, considérant que le titre imprimé en haut de la page, qui combine l'anglais et le français, reflète une crise d'identité profonde et une incohérence administrative flagrante, se demandant si l'Algérie dispose réellement d'un ministère de l'Enseignement supérieur indépendant, ou si ses administrations sont encore engluées dans l'héritage colonial et les absurdités de la modernité.



Cette instruction s'inscrit dans le cadre d'une campagne acharnée menée par Le régime militaire algérien "Cabranattes" contre tous ceux qui tentent de sortir de la narration officielle de l'histoire.

L'histoire est à la fois le cauchemar et le rêve des Algériens, le non-dit existentiel d'un pays dont l'histoire officielle oscille entre les falaises de la réalité et les écueils de l'illusion, à travers un récit fabriqué...

Ce «paradis» historique artificiel est édifié autour de mythes auxquels aucun historien sérieux n'adhère, mais qui se sont transformés en vérités incontestables. Des vérités qu'il est interdit de remettre en question. Le malheur de Boualem Sansal réside dans le fait qu'il a osé le faire, pour une déclaration historique concernant les terres marocaines annexées par l'Algérie pendant la période coloniale française, et l'arrestation de l'historien Mohammed Amin Belghith, en plus de l'émission de mandats d'arrêt internationaux contre l'écrivain Kamel Daoud après ses articles sur la décennie noire et le rôle de l'État profond.

Recours à l'invention de légendes pour réécrire l'histoire

L'histoire de l'Algérie semble figée sur sa guerre d'indépendance, qui détient une position et un statut officiels pour le régime militaire algérien, revendiquant ouvertement le monopole de sa narration officielle... Les historiens algériens se voient contraints par la narration officielle de dépeindre Tlemcen ou Bougie comme des pré-Algéries, alors qu'il s'agit de principautés, certes prestigieuses, mais qui n'ont jamais formé de véritables noyaux pré-étatiques...

Contrairement à Fès et Marrakech, qui ont fondé le Maroc et ont permis le développement d'empires à travers leurs dynasties, telles que les Almoravides, les Almohades, les Saadiens, les Mérinides ou les Alaouites, il n'en est rien à l'est de la Moulouya, où l'autonomie de Bougie et de Tlemcen n'a été que temporaire, coincées entre le Maroc et Tunis...

Nous faisons référence aux propos tenus par l'écrivain et homme politique français Éric Zemmour : "Le Maroc est l'opposé de l'Algérie ; ce que le Maroc possède, les autres en manquent... Les Marocains connaissent leurs origines, tandis que d'autres ont recours à l'invention de légendes pour réécrire l'histoire... Le Maroc représente un modèle d'État réel, qui combine une continuité historique ancienne et une entité politique et culturelle cohérente à travers les siècles..."

Un pays dispersé dans son identité

Et en tant que représentant de son propre peuple, l'historien algérien Abou al-Qasim Saadallah a déclaré : "Les Algériens veulent une histoire à leur goût, ils veulent s'emparer de l'histoire comme certains se sont emparés des terres, des appartements et d'autres biens après l'indépendance... Pour ces gens, l'histoire est un butin qui doit être gagné même par la force et les moyens illégaux."

Et l'historien algérien Mohammed Argoun, qui a demandé à sa famille de l'enterrer au Maroc et a été inhumé à Casablanca, a dit : "L'Algérie est un pays dispersé dans son identité parce qu'elle n'a jamais été un État indépendant qui fabrique son histoire lui-même, contrairement à la nation marocaine qui a construit un empire qui a existé à travers l'histoire, et c'est ce qui a créé un complexe algérien appelé le Maroc..."

Par Mohammed Yassir Mouline

MINISTRY OF HIGHER EDUCATION
AND SCIENTIFIC RESEARCH
UNIVERSITY HASSIBA
BENBOUALI
DE CHILEF
Faculty of Humanities
and Social Sciences
The Deanship
2025 / 2025

الجامعة الجزائرية
الكلية الإنسانية والاجتماعية
العمادة

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
الكلية الإنسانية والاجتماعية
العمادة
الرقم: 258/2025

العمادة

رقم: [02] 2025 [التاريخ: 2025/05/08]

تعليمية داخلية موجهة إلى أساتذة قسم التاريخ

للموضوع: عدم التصريح لوسائل الإعلام الأجنبية .

عملا بالتعليمات التنظيمية المعمول بها في مؤسسات التعليم العالي، وحرصا على حماية صورة المؤسسة وضمان انسجام الخطاب الأكاديمي مع التوجيهات الرسمية للدولة، يتطلب من جميع أساتذة قسم التاريخ بالكلية، الامتناع عن الإدلاء بأي تصريحات أو إجراء مقابلات مع وسائل الإعلام الأجنبية، للرئية أو المسموعة أو المكتوبة أو الإلكترونية، دون الحصول على ترخيص مسبق وصريح من الإدارة.

ككل تصريح خارج هذا الإطار يند خرقا للإجراءات الإدارية وقد يعرض صاحبه للمساءلة التأديبية وفقا للتنظيمات المعمول بها.

يرجى من الجميع التقيد الصارم بهذه التعليمات، مع فائق الاحترام والتقدير.

عميد الكلية

عميد الكلية الإنسانية والاجتماعية
محند جبريل

Cheptel et viandes... le Roi sonne la fin de la récré !

L'une des caractéristiques du roi Mohammed VI est qu'il s'exprime peu, mais bien, avec précision. On le constate à ses discours, toujours porteurs de messages et de vision nationale et/ou globale, et on l'observe également dans les communiqués du cabinet royal. Ceux-là, il ne faut jamais les lire en diagonale ; chaque mot, chaque virgule sont pesés avec soin et portent des indications qui ne trompent pas. Ainsi de celui paru à l'issue du dernier conseil des ministres.

En voici un extrait : « Au début des travaux de ce Conseil, Sa Majesté le Roi, que Dieu Le glorifie, a interpellé le ministre de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts sur l'impact des précipitations sur la campagne agricole et sur la situation actuelle du cheptel national, ainsi que les mesures élaborées par le gouvernement pour la reconstitution du cheptel de manière durable et l'amélioration des conditions des éleveurs.

Le ministre a répondu que les précipitations que notre pays a connues ont eu un impact très positif, surtout sur la production des céréales et les cultures d'automne et printanières, les arbres fruitiers, de même qu'elles avaient aussi un impact positif sur le couvert végétal et le bétail dans les différentes régions du Royaume.

Dans ce contexte, Sa Majesté le Roi, que Dieu Le préserve, a donné Ses Hautes Orientations afin de veiller à ce que l'opération de reconstitution du cheptel soit réussie à tous les niveaux et menée avec professionnalisme, conformément à des critères objectifs, et à ce que l'encadrement de l'opération de gestion du soutien soit confiée à des commissions sous la supervision des autorités locales ».

Bien des points ont été examinés lors de ce conseil des ministres, le statut des magistrats, des militaires, la situation hydrique, mais la question du cheptel, donc des viandes, a été abordée en premier. La forme retenue dans le communiqué est intéressante : le roi interpelle le ministre et s'enquiert de la réalité agricole actuelle, cultures et cheptel, le ministre répond, et le roi réagit dans deux directions : il impose une obligation de résultat pour la reconstitution du cheptel (« veiller à ce que l'opération de reconstitution du cheptel soit réussie à tous les niveaux ») en insistant sur le « professionnalisme » (ce qui indique en creux que ce n'est pas nécessairement le cas), puis il 'dépayse' la gestion du soutien du ministère de l'Agriculture au ministère de l'Intérieur.

En langage clair, cela signifie que les explications fournies au roi par le ministre de l'Agriculture n'étaient ni concluantes ni convaincantes, conduisant le chef de l'Etat à prendre sa décision de dépayser ce dossier d'un département à l'autre, l'Intérieur, libre de toute considération politicienne ou de calculs électoraux (ce ministère en a, mais d'une autre nature, et seulement le moment venu). Les informations, débats, polémiques et controverses, imprécisions et indécidables qui ont par la suite trituré la question des subventions ont fait le reste. Le Roi, aussi, s'informe, et il est même très et mieux informé que le commun.



Une fois que le département d'Abdelouahed Laftit aura décortiqué la question et débroussaillé les choses, une suite judiciaire serait tout à fait possible.

Des milliards de DH (on ne sait pas trop combien, les chiffres diffèrent selon les partis et les intentions) ont en effet été dépensés pour reconstituer le cheptel, permettre la fête du sacrifice et maintenir les prix des viandes à des niveaux supportables. Las... les prix demeurent élevés et le chef de l'Etat, Commandeur des croyants, s'est vu contraint d'annoncer la suspension du sacrifice cette année. Il fallait s'attendre à une réaction car une décision de cette portée a une raison et une explication, et quand cette explication n'est pas convaincante, c'est que quelqu'un, quelque part a failli, et qu'il faut donc prendre des décisions en conséquence. Au vu de la décision prise sur le dépaysement du dossier, on peut dire que le ministre Bouari et son chef d'aujourd'hui et de (presque) toujours Aziz Akhannouch (le premier a fait une grande partie de sa carrière au ministère de l'Agriculture, sous le long mandat du second) s'en sortent (pour l'instant ?) honorablement.

Mais le boulet n'est pas passé loin, et son souffle résonne encore dans les oreilles des concernés. Hors métaphore, le désaveu de la politique agricole est aussi clair que la viande chère. Deux jours après le conseil des ministres, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a présenté un avis sur la petite et moyenne agriculture familiale, appuyant en creux sur les revers du Plan Maroc Vert et les manquements de son successeur, « Generation green 2020-2030 »...

On peut raisonnablement supposer que, concernant la question des viandes, du cheptel et des désormais fameuses subventions, la joute politique entre majorité et opposition et, avant, entre partis de la majorité, ont fini de convaincre le souverain qu'il lui fallait réagir face à l'impasse institutionnelle qui elle-même induit un appauvrissement alimentaire des Marocains. En effet, cela fait plusieurs mois que l'Istiqlal avait demandé, au sein de la majorité, une mission d'information sur les subventions aux viandes et leurs dérives, et le PAM s'était joint à cette initiative, mais tous deux s'étaient vu imposer un sonore nient RNiste. Puis, après la demande d'une commission d'enquête par l'opposition, le même RNI est revenu à de meilleurs sentiments et s'est joint, finalement, à la demande initiale d'une mission d'information, laquelle est moins forte sur le plan légal qu'une commission d'enquête.

L'argent est donc sorti, par milliards de DH, des gens se sont enrichi mais les prix des viandes sont toujours aussi élevés, les Marocains ne procéderont pas cette année au sacrifice rituel et la classe politique patine et tourne en rond. Il fallait une décision royale. Elle est intervenue, et si elle évoque un désaveu de la politique publique dans ce domaine, eh bien tant pis pour les responsables.

Face à ce rugueux coup de semonce, les responsables politiques de l'opposition sont soulagés et ceux de la majorité soufflent d'aise, sans le dire. Le RNI, lui, a du bleu à l'âme et quelques bleus sur le corps...

Rédigé par Aziz Boucetta



L'OCP EN QUESTION

Une polémique orchestrée ou une légitime critique ? L'attaque de Le360 contre Mostafa Terrab et l'OCP agite les cercles politico-économiques et réveille de vieilles rivalités. Entre rumeurs, luttes d'influence et questionnement sur la vocation de l'Office, Naïm Kamal estime qu'il faut dépasser l'écume de l'actualité pour réfléchir à l'équilibre entre les ambitions.

Voilà qu'on oublie tout et on ne parle plus que de ça : l'attaque frontale de Le360, secondée plus tard par quelques sites, contre l'Office Chérifien des Phosphates, et plus exactement contre son directeur général, Mostafa Terrab.

Chronique d'une déflagration médiatique

A la première sortie, on conclut à une escarmouche diversement interprétée. Les plus intéressés s'interrogent, les plus blasés font la moue. Le deuxième article ? Une réplique à une réplique supposément commandée. Au troisième, ce qui était un article prend les allures d'une campagne pamphlétaire contre Mostafa Terrab. Un texte fleuve écrit au lance-flamme.

Disons les choses comme elles le sont : rien dans cette affaire n'aurait pris une telle ampleur n'eût été la personne politico-morale de Le360, et de ce qu'on lui prête. Même ChatGpt lorsqu'on lui pose la question aboutit à la même conclusion.

Les salons feutrés des deux capitales du Royaume, la politique et l'économique, en manque de sujets palpitants, se mettent rapidement à bruire. La machine à rumeurs s'emballe. Pêle-mêle on évoque une guerre des clans et d'influences, un affrontement entre centres de pouvoir, chemin faisant on croise dans les récits une histoire de terrains fonciers, tandis que d'autres parlent de la main de l'étranger quand ce n'est pas la main invisible alors même, si l'on emprunte cette piste, elle n'est pas si invisible que cela.

Si bien que mardi, jour du conseil des ministres, la rumeur fait état du départ imminent de « l'homme lige » devenu homme cible. Dans le meilleur des cas, on allègue un rappel à l'ordre. Le communiqué du Cabinet Royal sanctionnant le conseil est guetté, à l'affût d'une mention OCP. Rien.

Au Quid, on observe, on se pose des questions, on interroge, on consulte pour à l'arrivée, comme tous, à l'exception des vrais initiés, nous perdre en conjectures. La seule certitude que l'on a alors, c'est que si ce foisonnement de supputations fait choc, il ne fait pas chic.

On comprend aussi que la personnalité de Terrab n'a pas été conçue pour faire l'unanimité, autrement il serait sans aspérités, inintéressant. Que son parcours est enviable. Que sa politique puisse être critiquée. Que son poste fait saliver. Mais, pour reprendre le bon vieil adage, il faut savoir raison garder. Ce haro n'est bon pour personne. Pas plus pour l'OCP que pour l'État auquel il appartient que pour le Maroc auquel nous appartenons tous.



La ligne rouge de la stabilité

On peut apprécier diversement le bilan économico-politico-diplomatico-sociétal de ces vingt dernières années de l'OCP. Mais on ne peut dénier à ce bilan d'avoir sorti l'Office Chérifien d'une longue léthargie en dépit des "pointures" qui ont de tout temps présidé à sa destinée.

Qui se souvient encore de l'OCP, qu'on ne désignait que par "l'Etat dans l'Etat" et dont peu de gens osait parler ? Aujourd'hui, il emplit notre quotidien, enrichit nos débats, contribue à notre enseignement, alimente nos articles, et on le retrouve sur bien des créneaux.

C'est notamment ce que certains lui reprochent, estimant qu'il devrait se limiter à son cœur de métier. En revanche, bien d'autres considèrent que c'est précisément la vocation d'un mastodonte économique stratégique.

L'OCP n'est pas qu'une entreprise : c'est un levier de souveraineté, un pilier industriel, un vecteur d'image. En fragiliser le commandement ou semer le doute sur sa trajectoire, c'est mettre en péril bien plus qu'un homme.

Qu'on le veuille ou non, cette affaire pose une question fondamentale : à l'heure où les États s'appuient sur leurs champions nationaux pour affronter les défis géopolitiques, est-il opportun de les fragiliser de l'intérieur ? Il ne s'agit pas d'éviter la critique, mais de choisir ses moments, ses méthodes, et surtout, ses intentions.

Par Naïm Kamal

SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc



A DÉFAUT DE BATTRE MOSTAFA TERRAB, ALORS IL FAUT L'ABATTRE !

Il se passe des choses étranges dans le bon royaume du Maroc, étranges et inexplicables par Dame Raison ou par tout autre esprit clair et éclairé. Il n'existe pas ici un nombre incalculable de domaines à succès incontestable, mais cela n'empêche absolument pas les attaques ad hominem (une expression qui fait florès chez nous depuis quelque temps), ni les analystes en tous genres d'analyser toutes choses, jusques-y compris celles qui échappent à leur compréhension. En effet, pourquoi s'en prendre avec virulence, concertation et coordination, à un homme comme Mostafa Terrab, le patron du Groupe OCP ?

Certains articles publiés ces dernières semaines forment un tir groupé, tellement nourri qu'il en devient obèse, et que l'on se pose des questions. Un peu naïves, certes, mais des questions qui méritent d'être posées : Pourquoi cet homme ? Pourquoi maintenant ? La réponse à la première question semble évidente : on critique Mostafa Terrab comme on critiquerait n'importe quel dirigeant d'entreprise publique, surtout une entreprise publique qui réussit mais qui a beaucoup de zones d'ombre. Pourquoi les zones d'ombre ? Parce qu'il s'agit d'un fleuron de l'industrie nationale, que tout ne doit ni ne peut en être divulgué, et aussi car l'espionnage industriel existe et avec lui la volonté étrangère de contrôler ou de connaître l'entreprise installée sur les $\frac{3}{4}$ des réserves mondiales de phosphates.

Alors un jour, comme cela, sans que rien ne le laisse prévoir, des articles concentrés sur OCP et son président paraissent sur des dérives et des dépassements, des investissements éparpillés et un écart considérable avec le cœur de métier du groupe. Soit. Mais l'intérêt de ces articles est ailleurs, avec leurs titres soigneusement choisis pour frapper l'imagination et retenir l'attention ; la propension des Marocains à s'informer, même par la désinformation, fait le reste. On transfère compulsivement les messages Whatsapp, on s'échange les points d'interrogation, parfois d'exclamation, toujours dans une sorte d'incompréhension ; et on se passe des coups de fil intéressés, à la recherche d'infos, avec toujours cette question : « Que se passe-t-il » ? « Pourquoi attaque-t-on tant et autant Terrab ? »... Dans notre réalité très marocaine, très ancienne, très mystérieuse, nous avons cette faculté de donner de l'info au compte-gouttes, ou de tester au moyen de ballons d'essais jetés ici et là.

Qu'a donc fait Mostafa Terrab de si répréhensible pour être le « héros » de ces articles alors que la Cour des comptes ne s'est pas prononcée, que le parlement n'a rien dit, que les inspecteurs des finances et tous les services de l'Etat n'ont rien vu ? Ou tous ces gens sont complices, ou ils sont incompetents ou, plus simplement, il n'y a rien, d'où la question, pourquoi alors ces articles ? Que lui reproche-t-on ?



L'argent public dilapidé dans des dépenses somptuaires pour des installations somptueuses, vous savez, le fameux « flouss cha3b »... Oui, peut-être, pour l'université UM6P, qui accueille pourtant tant et tant de ces « oulad che3b », au Lydex et/ou à l'université... oui, peut-être aussi, dans les écoles 1337 et YouCode, qui forment des jeunes lesquels, plus tard, performant et bousculent toutes les normes... oui, dans l'engrais, où le Maroc n'est que le 5ème au monde, derrière la Russie, la Chine, le Canada et les Etats-Unis... oui, au Policy Center for the New South, qui a enrichi nos alliances et notre influence, nos amis et nos acquis, qui a acquis des amitiés jusque-là impensables, qui servent les intérêts du pays à partir des leurs... oui, pour le dessalement, mais allez dire cela à des populations en stress hydrique qui, désormais, déstressent... Ah, peut-être oui, on y pense, l'hydrogène vert... enfin, un peu de tout cela. Sauf que tout cela est bon pour le Maroc, son positionnement, ses diverses souverainetés, le retour de la confiance. Et « nya » fera le reste.

Il est vrai qu'OCP est sorti de son domaine d'expertise traditionnel, mais pas pour aller et foncer dans l'inconnu comme on le dit aussi ouvertement qu'inconsidérément ; le Groupe a d'abord acquis de nouvelles expertises, avant de s'y lancer. Dans le dessalement, dans l'hydrogène vert, des projets qui sont sur les rails depuis des années, certains ayant été présentés devant le chef de l'Etat, en présence de la totalité des ministres, tous venus pour l'occasion... alors, pourquoi s'étonne-t-on maintenant de ce qu'on sait depuis longtemps ? Ces projets sont-ils tous sortis de terre la semaine dernière, le mois dernier ?... Un journaliste, à la condition qu'il soit talentueux, ne peut occulter cela, en principe... Peut-être alors est-ce le data center qui dérange la possible concurrence, laquelle refuserait en toute logique un nouvel arrivant dans son secteur, peut-être...

Mais quel est l'intérêt de vouloir fragiliser un groupe qui, qu'on le veuille ou non, est une locomotive industrielle et économique nationale ? Quel est l'objectif derrière ces articles à charge contre Mostafa Terrab, car ils sont dirigés contre lui et non contre le groupe qu'il dirige ? Ciblé par les Etats-Unis qui craignent, eux, la concurrence de ce dernier, ou par l'Union européenne, qui appréhende ses progrès et son arrivée sur son territoire à travers d'autres structures, voilà aujourd'hui qu'OCP est l'objet d'une offensive interne.

Pourquoi feindre de s'offusquer de la longévité de Mostafa Terrab alors qu'il n'est pas le seul dans cette situation (Bank al-Maghrib, ONCF, HCP et Maroc Telecom jusqu'à récemment...) ? Pourquoi changer des équipes qui gagnent ? Nous sommes en monarchie et le temps long est un concept qui ne peut être compris que dans une monarchie et celles et ceux qui en comprennent le fonctionnement.

On veut développer ce pays, dit-on, mais quand il y a des gens qui y travaillent, alors on leur tire dessus. On ne fait rien de mieux, on ne propose rien de plus, mais on les flingue. Il est vrai qu'il a toujours été plus facile de démolir que de construire. Oui, OCP est une locomotive, elle draine et entraîne, elle forme et recrute, elle innove et prospecte, elle ose et propose. OCP fait peur à l'extérieur, doit-on accepter que l'intérieur aussi la craigne ? Il n'y a aucune raison, et le mieux qu'on puisse faire est de laisser faire les décideurs sans user de certaines formes d'influence...

Il existe au Maroc une loi organique qui porte le numéro 02-12, et qui édicte que certains hauts, très hauts responsables sont nommés par dahir, en Conseil de ministres, après délibération. Les choses sont ainsi et le demeureront, et rien ni personne, grandes manœuvres ou basses œuvres, n'y changeront rien.

Rédigé par Aziz Boucetta



GITEX AFRICA MOROCCO 2025 : L'HUMAIN ET LE DROIT DES TRAVAILLEURS AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La 3ème édition du GITEX Africa Morocco 2025 (Salon tech international), qui s'est tenue à Marrakech du 14 au 16 avril 2025, aura permis au Royaume du Maroc de se positionner en véritable Hub numérique, et de mettre en lumière les évolutions technologiques qui façonnent l'Afrique dans sa transition vers une économie numérique.

Cette dynamique s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Maroc Digital 2030 », projet phare initié par le gouvernement marocain sous les Hautes orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI. L'objectif étant de transformer le Maroc en un acteur majeur du numérique, en développant une administration et une économie numériques génératrices de richesse et d'emplois.

Cependant, au-delà du nouvel engouement pour le numérique, il est essentiel de garder à l'esprit l'enjeu du facteur humain, en particulier les droits des travailleurs, dans un contexte où l'intelligence artificielle (IA) et les technologies émergentes redéfinissent les dynamiques du travail.

Dans ce nouvel environnement, le droit du travail est appelé à évoluer et à se réinventer pour accompagner cette mutation, tout en protégeant les travailleurs contre les éventuelles dérives d'une digitalisation non maîtrisée.

L'impact des nouvelles technologies sur le droit du travail : automatisation, IA et risques éthiques

Le GITEX Africa Morocco a fait figure de vitrine de premier plan de l'impact de l'IA et de l'automatisation dans le monde du travail. Si ces technologies ouvrent de nouvelles opportunités pour améliorer la productivité et l'efficacité dans des secteurs clés, elles soulèvent des défis majeurs, notamment en matière de restructuration des emplois.

L'exemple de Dell Technologies, qui a récemment annoncé une réorientation stratégique axée sur l'IA, accompagnée d'un plan social mondial de réorganisation – avec des suppressions de postes touchant le Maroc –, illustre l'enjeu de cette dynamique. Bien que cette transformation technologique se présente comme un indiscutable levier de croissance, force est de constater qu'elle génère un coût social non négligeable, qui prouve que les restructurations numériques peuvent avoir des répercussions sur l'emploi local.

Le risque éthique majeur réside dans le fait que l'adoption élargie de l'intelligence artificielle et des processus automatisés ne conduise à la disparition de fonctions et de métiers nécessitant peu de qualifications. A charge donc pour les gouvernements d'adapter le droit du travail, notamment en Afrique, où les inégalités d'accès à la formation et aux compétences sont encore prononcées.

Le télétravail transfrontalier : un cadre juridique en pleine évolution



Le télétravail, qui a pris une ampleur considérable après la crise sanitaire du Covid, est également l'un des sujets abordés lors du GITEX Africa Morocco 2025.

Ce modèle de travail hybride, qui permet aux entreprises de recruter des talents au-delà des frontières nationales, présente des avantages indéniables, mais aussi des défis juridiques majeurs : comment encadrer ce travail à distance lorsqu'il dépasse les frontières et implique des législations différentes sur les droits des travailleurs, la fiscalité et les conditions de travail ?

Dans un contexte où les entreprises déploient leurs activités à l'échelle internationale, il est indispensable que le droit du travail s'adapte à ces nouvelles pratiques en établissant des normes visant à garantir la protection des travailleurs. Cela inclut, en priorité, des règles relatives à la classification des emplois, la gestion de la durée du travail et la protection des données personnelles.

En Afrique, ce phénomène devrait connaître une forte accélération, car un nombre croissant d'entreprises cherchent à tirer parti des compétences locales en proposant des formes de travail plus flexibles. Il devient dès lors urgent que les législations nationales mettent en place un cadre juridique approprié, en vue de réguler le télétravail transfrontalier et d'assurer une protection adéquate des droits des travailleurs.

L'accompagnement des travailleurs dans la transition numérique : le rôle de la formation et de la reconversion

Au cœur de cette transformation numérique se pose la question de la formation et de la reconversion professionnelle, dans un contexte où une population africaine jeune représente un potentiel tout aussi porteur que fragile, l'âge médian étant de 19 ans en Afrique, 29 ans au Maroc.

L'automatisation des données et l'IA ont une incidence sur de nombreux métiers, particulièrement les plus répétitifs, chronophages ou précaires, qui risquent d'être redéfinis, voire de disparaître. Raison pour laquelle l'accessibilité à l'emploi doit être une exigence de premier ordre pour garantir que les travailleurs – dont les plus vulnérables – ne soient pas les laissés-pour-compte de l'accélération de la digitalisation.

Pour répondre à ces défis, il est essentiel que des politiques publiques volontaristes soient mises en œuvre pour garantir un droit à la formation, et accompagner les salariés dans la reconversion de leurs compétences. Un tel enjeu est d'autant plus crucial en Afrique, où l'accès à une éducation supérieure et à des compétences techniques est sujet à de fortes disparités, avec le risque d'amplifier l'exclusion des jeunes générations du marché du travail

Il est donc primordial d'adopter des politiques de formation professionnelle ciblées et adaptées aux mutations du marché du travail, qui permettent à la jeunesse africaine d'accéder aux opportunités de la transition numérique, tout en réduisant les inégalités d'accès à l'emploi et à la croissance.

Un cadre juridique qui place l'humain au cœur des transformations sociétales

Le GITEX Africa Morocco 2025 a souligné les enjeux majeurs qui façonnent l'avenir technologique et humain en Afrique, en mettant en évidence la nécessité d'une régulation juridique adaptée. Alors que le Maroc et nombre d'Etats africains s'engagent sur la voie de la digitalisation, il est crucial que l'arsenal juridique évolue rapidement pour répondre aux défis liés à l'IA, à l'automatisation et au télétravail transfrontalier.

Les technologies – nouvelles et émergentes –, lorsqu'elles sont utilisées de manière éthique et encadrée, peuvent s'avérer de puissants leviers pour les entreprises, par l'automatisation de nombreuses tâches et l'amélioration de la productivité. Cependant, pour que cette transformation technologique soit optimale et bénéfique, il est impératif que des mécanismes de protection des droits des travailleurs soient mis en place via un cadre juridiques clair, une protection des données personnelles, ainsi que par des plans de formation professionnelle.

L'émulation qui accompagne cette révolution technologique et numérique ne devra donc pas occulter la dimension humaine, au cœur des enjeux économiques et sociaux. Pour ce faire, les gouvernements veilleront à ce que cette évolution ne débouche sur une précarisation des travailleurs, et ne contribue à accentuer la fracture sociale en Afrique.

Rédigé par Lina Fadili, Avocate au Barreau de Paris



RESPONSABILITÉ MÉDICALE AU MAROC : POUR QUAND DES LOIS QUI PROTÈGENT LES PATIENTS ET LES MÉDECINS ?

Au Maroc, la responsabilité médicale est encore régie par des textes disparates et obsolètes. Et, il n'existe pas de mécanisme clair de médiation ni de loi spécifique qui protège le médecin face aux aléas de sa pratique. Pourtant, il y a un projet de texte de loi qui dors dans les tiroirs du ministère de la justice depuis 2017.

Et ce projet de texte de loi a été étudié par des médecins, des juristes, des malades, des parlementaires, par les services concernés du ministère de la santé ainsi que par l'ordre national des médecins.

En ce fin avril 2025, l'association des gynécologues privés de Rabat viens de relancer le débat sur cette question cruciale de la pratique médicale au Maroc, qu'est la responsabilité médicale. En attendant, jetons un coup d'œil sur ce qui se passe ailleurs.

Qu'en est-il de la responsabilité médicale aux USA, en Allemagne, en France et en Égypte ?

La blouse blanche ne protège plus contre les toges noires. La responsabilité médicale, autrefois balisée par le secret médical et l'autorité du savoir, est aujourd'hui soumise à la justice, aux médias, et à une société devenue de plus en plus revendicative.

Des États-Unis à l'Allemagne, de la France à l'Égypte, en passant par le Maroc, les tribunaux sont désormais des arènes où les médecins doivent parfois répondre d'actes commis dans le cadre de leur exercice quotidien. Une mutation silencieuse, mais profonde, qui redessine la relation médecin-patient et l'exercice même de la médecine.

États-Unis : la médecine sous le règne des avocats

C'est probablement aux États-Unis que la responsabilité médicale est la plus scrutée, la plus redoutée... et la plus monnayée. Chaque geste médical peut potentiellement donner lieu à un procès. Le malpractice suit, comme on l'appelle, est une industrie à part entière. Chaque année, environ 15 000 poursuites sont intentées contre des professionnels de santé. Des avocats spécialisés, des compagnies d'assurances agressives, et une culture du dédommagement ont transformé l'erreur médicale en jackpot potentiel pour les plaignants.

De nombreux médecins ont vu leur carrière brisée pour des erreurs de diagnostic ou des négligences post-opératoires. La peur du procès induit une "médecine défensive" : examens inutiles, interventions excessives, tout cela pour éviter le tribunal.



Allemagne : rigueur, transparence... et rareté des peines lourdes

En Allemagne, la responsabilité médicale est encadrée par un système rigoureux, mais plus équilibré. Le médecin n'est pas systématiquement cloué au pilori. Les patients peuvent déposer plainte, mais un mécanisme de médiation – souvent via les ordres professionnels – précède les poursuites judiciaires. Les procès sont rares, les peines de prison plus encore. En 2020, on a recensé environ 2 000 plaintes sérieusement instruites, avec seulement une infime minorité débouchant sur des peines pénales.

France : entre judiciarisation et quête de réparation

En France, la loi Kouchner de 2002 a ouvert les portes à la reconnaissance du droit des patients à être indemnisés même sans faute, grâce à la solidarité nationale (ONIAM).

Cependant, plus de 10 000 plaintes sont enregistrées chaque année pour erreurs médicales, et environ 10 % aboutissent à une condamnation.

Très peu de médecins écotent de peines de prison, mais les sanctions professionnelles (suspension, interdiction d'exercer) sont de plus en plus fréquentes.

Égypte : entre condamnations expéditives et manque de garanties pour les médecins

En Égypte, la situation est dramatique pour les médecins. Le pays connaît une judiciarisation brutale, souvent populiste, alimentée par les réseaux sociaux. Des médecins sont régulièrement condamnés à des peines de prison ferme, parfois dans des délais rapides, sans véritable expertise indépendante.

Et au Maroc ? Un vide juridique abyssal

Le Maroc n'échappe pas à la tendance mondiale. Si les condamnations pénales restent rares, l'insécurité juridique des médecins est réelle. La responsabilité médicale est encore régie par des textes disparates et obsolètes. Il n'existe pas de mécanisme clair de médiation ni de loi spécifique qui protège le médecin face aux aléas de sa pratique. Les affaires sont portées directement devant les tribunaux de droit commun, souvent sans avis d'experts indépendants. Le procès du chirurgien accusé à tort d'avoir oublié une compresse dans l'abdomen d'une patiente, ou encore celui du gynécologue poursuivi après un accouchement difficile, illustrent ce vide juridique.

Le projet de loi sur la responsabilité médicale, maintes fois annoncé, tarde à voir le jour.

Pendant ce temps, les praticiens exercent avec la peur de la plainte, de l'amalgame, voire de la vindicte populaire. La médecine devient un champ miné.

Une profession à risque... dans le silence

La profession médicale, bien qu'essentielle, devient l'une des plus exposées juridiquement. Et pourtant, la plupart des médecins agissent avec conscience, dans des conditions parfois précaires, avec peu de moyens, et une pression énorme. À l'heure où le patient devient "client" et où l'exigence de résultats prime sur la compréhension du risque, il est urgent d'encadrer la responsabilité médicale avec rigueur, humanité, et lucidité.

Pour protéger à la fois le malade... et celui qui le soigne.

La Situation au Maroc est une urgence vitale. Au Maroc, la perche est tendue à l'actuel bureau de l'Ordre National des médecins pour faire ce grand saut qualitatif juridique en faveur de la profession médicale.

Par Dr Anwar CHERKAoui



L'AMOUR LIBRE ET L'ADULTÈRE, CES CASSE-TÊTES JURIDIQUES MAROCAINS !

En Occident, à peu près un homme sur deux et une femme sur trois avouent avoir été infidèles ou pratiquent l'adultère de manière régulière. Auparavant, les hommes et les femmes avaient du mal à l'avouer. De nos jours, les sondages d'opinion en la matière sont de plus en plus nombreux et plus explicites sur le pourquoi du comment de ce fait social universel, ordinaire et immoral dans les sociétés occidentales, tabou et tout aussi immoral dans les sociétés orientales.

Les hommes et les femmes parlent de plus en plus facilement de leur sexualité en couple ou extraconjugale qui n'est nullement en relation avec l'amour conjugal qu'ils portent à une femme versus un homme car il y a bel et bien une différence entre l'amour et la sexualité et parce que les us et coutumes des hommes et des femmes à l'époque actuelle le favorisent.

De nos jours, la parité et l'égalité des sexes sont une réalité sociale en Occident. Les femmes instruites et indépendantes ne se privent de rien pour damer le pion aux hommes socialement et professionnellement. Il en est de même pour la satisfaction absolue des désirs en tous genres dont le désir de jouissance et d'épanouissement.

En Occident, l'amour libre et l'adultère ne sont pas condamnés par la justice tant que le consentement est de mise entre les deux adultes.

Alors, qu'en est-il au Maroc ?

Dans notre pays où le conservatisme et la morale religieuse influent sur le code pénal, l'amour libre et l'infidélité conjugale existent dans de bonnes proportions sans atteindre celles en Occident. Ils concernent toutes les franges de la population et tous les milieux socioprofessionnels.

Les hommes et les femmes religieux ne sont pas en reste car nous sommes tous égaux devant les désirs charnels, et de se rappeler les délits intimes on ne peut plus matinaux rapportés il y a quelques années par la presse nationale.

Au Maroc, les relations hors mariage et l'adultère sont condamnés par la justice marocaine selon les dispositions des articles 490, 491 et 492 :

Sont punies de l'emprisonnement d'un mois à un an, toutes personnes de sexe différent qui, n'étant pas unies par les liens du mariage, ont entre elles des relations sexuelles (Article 490) ;



Est puni de l'emprisonnement d'un à deux ans toute personne mariée convaincue d'adultère. La poursuite n'est exercée que sur plainte du conjoint offensé. Toutefois, lorsque l'un des époux est éloigné du territoire du Royaume, l'autre époux qui, de notoriété publique, entretient des relations adultères, peut être poursuivi d'office à la diligence du ministère public (Article 491) ; Le retrait de la plainte par le conjoint offensé met fin aux poursuites exercées contre son conjoint pour adultère. Le retrait survenu postérieurement à une condamnation devenue irrévocable arrête les effets de cette condamnation à l'égard du conjoint condamné. Le retrait de la plainte ne profite jamais à la personne complice du conjoint adultère (Article 492).

Conscient des enjeux et des attaques que subit le Royaume du Maroc de la part d'ONG internationales et lors des revues périodiques au Conseil des Droits de l'Homme à Genève, l'actuel Ministre de la Justice essaie de faire approuver par les parlementaires marocains l'abolition de l'article 490 et des articles y afférents.

Il sera donc prochainement question d'un vote déterminant par les représentants de la nation qui sera suivi de près non seulement par les ONG locales mais aussi internationales.

Comme le dit si bien le Ministre de la Justice, du moment que le consentement est de mise, de quoi la justice devrait-elle se mêler ? Et j'ajouterais, pourquoi atteindre à la vie privée et au droit fondamental de disposer de son corps et son esprit ?

Le cas le plus navrant en cas d'infidélité est que « la personne complice du conjoint adultère » n'est pas épargnée. Plusieurs hommes et femmes se retrouvent ainsi en prison simplement parce qu'ils aiment une femme ou un homme marié ou en instance de divorce.

Il suffit que le conjoint quitté, ou offensé, soit de mauvaise foi et désireux d'accéder à des conditions financières avantageuses lors du prononcé du divorce, pour qu'il porte plainte pour infidélité alors qu'il ne se passe plus rien entre les conjoints disputés depuis plusieurs mois voire années et que la procédure de divorce suit son cours !

Pire encore, « la personne complice du conjoint adultère » ne bénéficie nullement du retrait de la plainte par le conjoint offensé, haineux et opportuniste !

Il est temps de réparer cette injustice indigne du Royaume du Maroc, terre de lumière, qui jette en pâture des hommes et des femmes, des fois parents d'enfants en bas âge, amoureux, travailleurs et servant la Cité, entre les mains de femmes et d'hommes « offensés » sans foi ni loi sinon celle de la cupidité.

Monsieur le Ministre de la Justice, vous avez raison de vous battre. N'abandonnez rien, de grâce ! Et sachez que tout « le Maroc de 2030 » vous soutient car la justice doit juger le crime innommable et non la morale sociale.

Aimer n'est pas un crime et vouloir retrouver l'amour ne l'est pas non plus !

Par Ali Bouallou



Le rapport sur l'infiltration des frères musulmans en France

Le rapport sur l'infiltration des frères musulmans en France est venu à point nommé pour l'ensemble de la classe politique française. Il donne du grain à moudre au RN qui a fait du sujet un des socles, avec l'immigration, de son programme politique, et à la majorité de détourner l'attention du public sur des sujets sérieux en interne, réforme des conditions de départ à la retraite, crise de l'endettement des finances publiques, etc. Au passage, ce rapport permet aussi de cacher l'incapacité du gouvernement français à agir pour la sécurité de l'Ukraine et de lever le voile sur les massacres en cours à Gaza.

Les hommes politiques français distinguent, depuis ce matin, avec une hypocrisie à peine feinte, Islam et Islamisme, et se disent respectueux des musulmans. Un respect que les faits et les éléments de langage ne démontrent pas. Le rapport, que tout le monde a reçu, est commenté sur tous les plateaux télévisés en France. Il nous apprend que les écoles noyautées par les frères musulmans représentent 7 % des écoles privées dites "musulmanes". Un pourcentage qui aurait dû, dès le départ, marginaliser la question. C'est le contraire qui s'est produit.

Une précision s'impose. Chaque pays est tenu de protéger ses citoyens et l'ensemble des communautés qui le composent et d'analyser les risques qu'il encourt. Personne ne remet en cause ce principe. Mais mettre au pilori une communauté parce que quelques-uns de ses membres sont violents, ce n'est pas juste. Et c'est d'abord une question de langage. Les mots ont un sens. Islamisme, qui devrait se limiter à la dynamique qui parcourt la religion musulmane, renvoie malheureusement au terrorisme et à une version violente de l'interprétation de l'Islam. C'est accablant pour les musulmans, quel que soit leur degré d'attachement à la foi.

Surtout lorsqu'ils constatent que le terme "christianisme" a une connotation positive. Il se limite à la description de la dynamique spirituelle de cette religion. Son passé violent est définitivement écarté par la mémoire. Les pires horreurs de la chrétienté (Inquisition, Croisades, Reconquista et la déportation qui s'en est suivie) sont en notes de bas de page, jamais dans le corps du texte. Même le silence du Vatican au cours de la 2e Guerre mondiale est complètement occulté. Le judaïsme, dont la dimension archi-violente s'exprime aujourd'hui sans vergogne, dénoncée par un grand nombre d'Israéliens, dont les anciens 1er ministres Barak et Olmer, est également épargné. Le judaïsme, comme désignation, est limité à sa dimension religieuse, et c'est bien. C'est le terme "islamisme" qui pose problème.

L'associer à une des dérives violentes de l'Islam, sans le faire pour le christianisme et le judaïsme, dessert la volonté de lutter contre l'entrisme et une idéologie inspirée d'une interprétation religieuse. En réalité, l'emballlement des médias et des hommes politiques autour de ce rapport est contre-productif.



Il va juste générer plus de frustration pour l'ensemble des musulmans qui voient leur religion et leur foi salies, limite profanées par des discours inadaptés portés par des mots inappropriés.

La première mesure qui s'impose est d'interdire l'utilisation du mot "islamisme" pour parler de voyous, trafiquants, terroristes ou autres parias de la société. La France le fait pour les autres religions, elle doit l'imposer pour l'Islam si elle souhaite recruter parmi les musulmans des militants pour une société française apaisée.

Rédigé par Larbi Bargach

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHAÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

ESPAGNE : QUAND LES PANNES DEVIENNENT UN MESSAGE POLITIQUE ?

QUAND SOUTENIR GAZA COUPE LE COURANT ET RÉSEAUX, MESSAGE REÇU ?

Pannes électriques, puis coupures télécoms : et si l'Espagne payait le prix de ses positions pro-Gaza et pro-Maroc sur la scène internationale ?

L'Espagne débranchée pour ses positions ?

Après une panne électrique massive, c'est maintenant le réseau des télécommunications espagnol qui vacille. Téléphones injoignables, internet en berne, opérateurs silencieux : une large partie du pays se retrouve coupée du monde numérique. Un simple bug technique ? Ce serait vite conclure.

Ce qui trouble observateurs et analystes, c'est le contexte politique dans lequel survient cette série de dysfonctionnements. L'Espagne s'est récemment distinguée sur la scène internationale par deux prises de position audacieuses :

Un soutien appuyé au peuple palestinien, et une critique directe de l'offensive israélienne sur Gaza.

Une réaffirmation de son appui clair à la souveraineté du Maroc sur le Sahara, malgré les crispations que cela peut susciter chez certains alliés européens et chez ses voisins de l'Est.

Ces deux gestes, perçus comme courageux par certains et provocateurs par d'autres, pourraient-ils avoir suscité des représailles invisibles, plus technologiques que diplomatiques ?

Nous ne sommes plus à l'ère des déclarations d'ambassadeurs et des rappels de représentants. Aujourd'hui, l'intimidation passe par les réseaux : électriques, numériques, financiers. Une panne peut devenir un avertissement, une série de bugs un message en clair : "Restez dans la ligne ou assumez les conséquences."

Il est donc légitime de se poser la question : l'Espagne est-elle ciblée pour avoir dérogé à la position standard de l'Union européenne ? Faut-il voir dans ces pannes une main étrangère, experte en cybersabotage, désireuse de rappeler Madrid à l'ordre ?

Un acte de piratage ciblé, orchestré pour tester la résilience espagnole, voire pour l'affaiblir.

Une forme de chantage diplomatique masqué, où l'on utilise les outils technologiques pour contraindre politiquement.



Une coïncidence malheureuse... mais difficile à croire, tant le calendrier semble aligné avec les événements géopolitiques récents.

Si ces incidents sont bien intentionnels, ils posent une question de fond : peut-on encore exprimer une voix indépendante en Europe sans en subir les conséquences ? L'Espagne, en prenant position sur Gaza et le Sahara, a peut-être réveillé un tabou : celui des lignes rouges invisibles que certains pays n'ont pas le droit de franchir.

Il ne s'agit pas ici de verser dans le complotisme. Mais d'admettre que dans un monde hyperconnecté, chaque panne a un sens, chaque silence une portée. Et que, parfois, les nations courageuses paient le prix de leur liberté de ton.

L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**

UN RAPPORT SUR LES FRÈRES MUSULMANS ET L'ISLAMISME POLITIQUE EN FRANCE QUI ME DÉRANGE

Ce rapport ne me parle pas de la France que j'ai connue" – Ma lecture critique en tant que francophone-marocain qui garde un œil culturel et un peu politique sur la France pour la simple raison que la diaspora marocaine reste très nombreuse et de ce fait, je me sens encore concerné

J'ai étudié en France, travaillé en entreprise, puis fait un choix que beaucoup jugeraient à contre-courant : je suis rentré au Maroc, convaincu que mon pays avait besoin de ses enfants autant que la France disait avoir besoin de ses talents. C'est donc avec un regard lucide et affectif, mais aussi inquiet, que j'ai lu ce long rapport sur les Frères musulmans et l'islamisme politique en France.

Et je dois le dire d'emblée : ce rapport ne me parle pas de la France que j'ai connue, ni des jeunes musulmans avec lesquels j'ai étudié, ni des associations qui m'ont accueilli, ni des familles qui m'ont ouvert leurs portes. Il me parle d'un "problème" à désigner, à cerner, à neutraliser. D'un danger islamiste qu'on traque comme un virus. D'une population entière qu'on regarde à travers le prisme du soupçon.

Je ne nie pas les dérives. J'ai vu comme tout le monde des figures médiatiques faire des discours troubles, jouer avec les lignes, flatter les frustrations. Mais je refuse cette mécanique froide qui consiste à tout rapporter à une matrice islamiste, organisée, dissimulée, conquérante. On peut avoir la foi sans être dans un projet idéologique. On peut s'engager dans une association sans recevoir d'instructions du Caire ou d'Istanbul.

Ce que ce rapport ignore – ou feint d'ignorer – c'est le poids de l'humiliation quotidienne. Celle que subit un jeune qui s'appelle Mehdi ou Fatima lorsqu'il cherche un stage. Celle qu'on inflige à une mère qui porte un foulard et à qui on refuse un poste d'accompagnante scolaire. Celle qu'on vit quand on grandit dans une cité que la République a désertée depuis longtemps.

Oui, certains discours religieux comblent un vide. Mais ce vide n'a pas été créé par l'islam. Il a été creusé par l'abandon, l'inégalité, le regard suspicieux, la relégation. Et quand on ne vous donne aucune reconnaissance, aucune visibilité positive, alors vous cherchez des modèles ailleurs – parfois au mauvais endroit, j'en conviens. Mais de là à parler de conquête ? De stratégie ? De plan caché ? C'est aller beaucoup trop loin.

Ce qui m'attriste le plus dans ce rapport, c'est la manière dont il traite la parole musulmane comme un code à déchiffrer. Il n'y a plus d'individu, plus de sincérité possible. Tout est suspect, tout est tactique. Si un imam parle de justice, il serait frériste. Si une association se dit discriminée, elle ferait du "soft jihad". Si une femme défend le droit de porter son voile, elle serait une marionnette. Où est la République dans cette lecture paranoïaque ?

Je l'ai connue autrement, la France. Celle qui formait ses étrangers comme elle forme ses enfants, qui croyait à la laïcité non comme une arme, mais comme un abri. Aujourd'hui, ce rapport me semble plutôt le symptôme d'un recul, d'une peur, voire d'une forme de panique identitaire.



Faut-il réagir à l'islamisme politique ? Bien sûr. Faut-il contrôler les financements opaques ? Sans aucun doute. Faut-il combattre le discours antisémite, sexiste ou prosélyte ? Évidemment. Mais cela ne doit pas se faire en effaçant la complexité, en gommant les nuances, en essentialisant les croyants.

Ce que la France oublie parfois – ou ne veut plus entendre – c'est que ses enfants musulmans ne veulent pas renverser la République. Ils veulent y trouver leur place. Mais pas à n'importe quel prix. Ils veulent être des citoyens à part entière, pas des "citoyens sous conditions".

Et je le dis avec tristesse : ce rapport ne les aide pas à cela. Il les enferme. Il les désigne. Il les isole. Il les éloigne. Ce n'est pas un outil de cohésion, c'est un instrument de séparation.

Alors oui, je suis revenu vivre au Maroc. Mais je garde les cicatrices et les espoirs d'un étudiant marocain qui a grandi dans les universités françaises, qui a vécu les promesses de "Liberté, égalité, fraternité" et qui regarde aujourd'hui avec stupeur une France qui doute d'elle-même au point de douter de ses propres enfants.

Ce rapport aurait pu être un pont. Il est devenu un mur. Il aurait pu servir à mieux comprendre. Il se contente de classer. Il aurait pu réconcilier. Il renforce les clivages.

Mon vœu, c'est que la France choisisse à nouveau d'écouter plutôt que de surveiller, d'intégrer plutôt que de filtrer, d'enseigner plutôt que de stigmatiser. Parce que ce n'est pas en désignant un ennemi intérieur qu'on sauve une République. C'est en donnant à chacun une vraie place dans la maison commune.









 @lodjmaroc

ISLAMISME EN FRANCE : LE DIALOGUE TENDU ENTRE DEUX JOURNALISTES

Voici l'imaginaire transcription d'un entretien téléphonique tendu mais courtois entre deux journalistes, l'un marocain de L'ODJ Média, l'autre français du Figaro, autour de la publication du rapport sur les Frères musulmans. La discussion incarne l'opposition entre une lecture française sécuritaire (droite radicale) et une lecture marocaine critique, plus sociologique et politique.

Appel fictif entre deux rédactions : "Frérisme", miroir déformant ou menace réelle ?

[Journaliste marocain – L'ODJ Média] : Bonjour Renaud, ravi de t'avoir en ligne. Je voulais échanger avec toi sur ce fameux rapport français sur les Frères musulmans. Il fait beaucoup parler ici aussi.

[Journaliste français – Le Figaro] : Bonjour Adnane, le plaisir est pour moi. Oui, le rapport est solide, enfin ! Il met noir sur blanc ce que beaucoup soupçonnaient depuis des années : un réseau organisé, idéologique, qui infiltre nos institutions, nos écoles, nos associations. On n'est plus dans la simple foi, on est dans un projet politique d'entrisme.

[L'ODJ] : Je l'ai lu en entier. Documenté, oui. Mais pour moi, c'est un miroir déformant. Il prend quelques cas extrêmes et les généralise à toute une mouvance. Il fait croire qu'un musulman structuré est forcément suspect. Tu ne trouves pas que ça frôle la paranoïa d'État ?

[Le Figaro] : Non, je pense qu'on a trop tardé justement. Ce rapport ne parle pas de la foi musulmane, mais de l'islam politique, de son adaptation silencieuse aux règles de la République pour mieux les contourner ensuite. Il faut se réveiller.

[L'ODJ] : Mais cette obsession du "double discours", c'est une impasse analytique. Si un imam parle avec nuance ou pragmatisme, il serait "taqiyya". Si une association aide des jeunes des quartiers, elle serait "frériste". On remplace le fait par le soupçon.

[Le Figaro] : Tu oublies que la France a vécu Charlie Hebdo, le Bataclan, Samuel Paty. On a payé le prix fort. La confiance aveugle n'est plus possible. Et les Frères musulmans, ce ne sont pas des boy-scouts. Ils ont un agenda.

[L'ODJ] : Bien sûr qu'il faut de la vigilance. Mais ce rapport évacue toute complexité. Il ne parle ni de relégation sociale, ni de racisme, ni de quête de sens. Il fait des musulmans européens des suspects collectifs, au lieu d'en faire des citoyens partenaires.

[Le Figaro] : C'est à eux de faire leurs preuves. Pourquoi la majorité silencieuse ne condamne pas plus clairement ces idéologies ? Pourquoi accepte-t-elle ces discours communautaires sous prétexte d'identité ?



[L'ODJ] : Parce qu'elle se sent abandonnée. Tu veux une réponse claire ? Donne-lui une place claire. Offre-lui une école de qualité, un emploi digne, une voix dans le débat public. Ce n'est pas avec la surveillance généralisée qu'on réintègre des millions de Français musulmans. C'est avec la justice sociale.

[Le Figaro] : Tu rêves, Adnane. Ces logiques identitaires sont incompatibles avec notre modèle universaliste. Il faut choisir : ou la République, ou la logique d'Oumma.

[L'ODJ] : Et moi je pense qu'on peut concilier identité et citoyenneté. Mais pour ça, il faut écouter, pas stigmatiser. Et ce rapport, malheureusement, stigmatise.

[Le Figaro] : Alors tu veux qu'on fasse quoi ? On attend encore qu'un autre prêcheur appelle au martyre ? Qu'une école confessionnelle glisse une vision sexiste ou antisémite entre deux cours de maths ?

[L'ODJ] : Non. Je veux un État fort mais juste. Pas un État qui confond foi et menace. Pas un État qui regarde ses enfants musulmans comme des étrangers. Tu veux protéger la République ? Commence par ne pas lui fabriquer d'ennemis imaginaires.

[Le Figaro] : Et toi, ne sois pas naïf. Ce rapport n'est peut-être pas parfait, mais il a le mérite de nommer. C'est déjà un début.

[L'ODJ] : Nommer, c'est bien. Comprendre, c'est mieux. À bientôt, Renaud. Continuons de débattre, au moins.

[Le Figaro] : Toujours. Salut Adnane.

Rédigé par Adnane Benchakroun

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS

CHRONIQUE DES TEMPS QUI CHANGENT

Pendant quelques secondes, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, assis, n'a pas lâché le doigt du président français, Emmanuel Macron, debout, une scène de « lutte pour la domination psychologique » qui a enflammé les réseaux sociaux.

Cela s'est passé lors du sommet de la Communauté politique européenne, le 16 mai à Tirana, en Albanie. Cette scène résume à elle seule le profond changement de paradigme qui bouleverse la géopolitique mondiale.

Entre le 24 avril et le 6 mai, l'Inde et le Pakistan se sont militairement affrontés, suite à une attaque terroriste le 22 avril à Pahalgam, dans la région contestée du Cachemire. La Turquie, comme la Chine, se sont clairement rangé du côté pakistanais. Trois rafales indiens, des chasseurs de fabrication française, ont été abattus lors des combats aériens du 6 au 7 mai.

Les récentes négociations entre Russes et Ukrainiens sur un éventuel arrêt de la guerre qui dure depuis trois ans se sont déroulées à Istanbul, en Turquie, où s'étaient déjà déroulés des pourparlers entre les deux camps, le 27 février 2022.

Les Européens, dont les Français, qui se sont sentis trahis par le président américain, Donald Trump, pour avoir unilatéralement décidé de tourner la page de la guerre en Ukraine, n'ont presque plus aucune influence sur l'évolution de la situation du plus grave conflit armé depuis la seconde guerre mondiale dans leur voisinage, en Europe orientale.

Orphelins de la tutelle américaine

Le président Trump, qui vient de récolter 600 milliards de dollars en Arabie saoudite, un contrat de 200 milliards de dollars entre le Qatar et le géant américain de l'aéronautique Boeing, outre une promesse de 1.400 milliards d'investissements émiratis aux Etats-Unis lors des dix prochaines années, ne veut pas gâcher sa satisfaction avec les lamentations des Européens, devenus orphelins de la tutelle américaine.

Habitué à obéir au doigt et à l'œil des Américains, les Européens ne conçoivent leur autonomie nouvellement accordée par Trump que comme une continuation de l'ancienne politique d'ingérence des Etats-Unis, que Washington ne veut plus assumer.

Parallèlement, les Français échouent à reprendre pieds dans les pays du Sahel, malgré les manigances contre le régime du président burkinabais, Ibrahim Traoré, avec le soutien discret de certains pays de l'Afrique de l'Ouest. Chaque camp instrumentalise le passé pour renforcer ses positions dans le présent. Cette divergence s'est accentuée ces dernières années, notamment avec la guerre en Ukraine.



En 2025, les célébrations du 9 mai en Russie sont marquées par la rhétorique anti-occidentale. Moscou accuse l'OTAN de menacer sa sécurité, tandis que l'Occident l'accuse de nourrir des ambitions impérialistes.

Ce dernier s'est d'ailleurs plu à figurer parmi les chefs d'Etat invités par le président russe, Vladimir Poutine, à assister au défilé militaire organisé le 9 mai à Moscou, à l'occasion du 80ème anniversaire de la victoire sur le nazisme.

Iraniens, Houthis du Yémen et Palestiniens du Hamas négocient et trouvent des accords avec les Américains et personne ne demande leur avis aux Européens, dont l'influence est, de toute évidence, en chute libre sur la scène internationale.

Les Européens n'ont plus les moyens de leurs postures arrogantes, mais, de toute évidence, ils refusent d'admettre leur déclassement en cours.

Et après leur soutien au gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu malgré sa politique génocidaire dans la bande de Gaza, les Européens auront de plus en plus de peine à se poser en donneurs de leçons aux pays du Sud.

L'historien et anthropologue français, Emmanuel Todd, explique cette perte d'aura sur la scène internationale, dans son désormais célèbre ouvrage « La défaite de l'Occident », par celle de toute boussole morale.

De Chine nous arrive, presque chaque semaine, des nouvelles d'inventions et d'innovations technologiques qui annoncent la couleur des temps qui changent.

Rédigé par Ahmed Naji

GAZA , PIRE QU' AUSCHWITZ !

Ce serait faire preuve de négationnisme que de comparer Gaza à Auschwitz car bien évidemment dans l'enclave palestinienne la situation est certainement bien pire avec un blocus insoutenable comme moyen de famine et outil d'extermination !

77 ans de Nakba

En France , certains estiment que Thierry Ardisson n'aurait pas dû comparer la tragédie qui se déroule dans la bande de Gaza , devant les yeux du monde, quoique à huis clos, à Auschwitz !

Sauf que depuis quelques semaines, des voix s'élèvent pour dénoncer le génocide en cours exécuté par l'armée israélienne et la famine et les destructions favorisées par le gouvernement Netanyahu.

Et ils subissent les foudres des médias et de la classe politique, avocats du diable et des démons de Tel-Aviv, qui les traitent de soutiens du Hamas dans une forme de terrorisme implacable qui s'érige comme défenseur d' Israël et qui impose de fermer les yeux sur tous les crimes atroces et horribles commis par Tsalhal !



Et il faut souligner que même Emmanuel Macron n'échappe pas à cette règle à chaque fois qu'il rappelle à l'ordre Netanyahu ! Au début , juste après la réponse disproportionnée de Tel-Aviv, des personnalités comme Edwy Plenel , Dominique de Villepin, Aymeric Caron et Jean Luc Mélenchon, pour ne citer que les français ou les parisiens, avaient osé défier le silence et les lignes rouges imposés par le diktat de la nomenklatura politico-médiatique qui sévit en France, faisant la pluie et le beau, et se faisant l'avocat de l'indéfendable Etat hébreu..

Et depuis, des collectifs de juifs et des stars sont montés au créneau en Amérique pour dénoncer les crimes commis par la machine de guerre sioniste hors-la-loi et immorale, hurlant et que ces horribles atrocités ne soient commis en leur nom !

D'autres pays , comme l'Espagne, l'Irlande ou la Norvège ont dénoncé la complicité des autres pays occidentaux et ont annoncé leur reconnaissance d'un état palestinien indépendant.

Il y a un sursaut certain et un certain réveil des consciences, et de véritables actes de résistance par rapport à la lâcheté et l'hypocrisie de beaucoup.

Oui , effectivement un acte héroïque de résistance car pour faire carrière en politique, en littérature, dans le cinéma, les médias et les divertissements il vaut mieux ne pas critiquer Israël et encore moins reconnaître à la résistance palestinienne quelque légitimité ou une quelconque urgence morale et de conscience universelle.

Pendant ce temps, Trump au Golfe !

Il se peut qu'il y ait des divergences profondes entre Netanyahu et la Maison Blanche, et il se peut qu'il y ait des conflits non déclarés entre le clan des trumpistes et les lobbies sioniste et juif américains , mais il y a actuellement une certitude intrigante concernant une course contre la montre à propos ce qui se passe au Proche-Orient et plus particulièrement dans la bande de Gaza et accessoirement, dans tous les territoires palestiniens occupés en Cisjordanie.

Dans cette course contre la montre , Netanyahu s'empresse d'occuper militairement l'enclave palestinienne et c'est ce qui explique pourquoi Tsalhal assassine chaque jour une centaine de gazaouis.

Cette course contre la montre concerne surtout la maison blanche qui est parfaitement consciente que Donald Trump aura les mains libres et les pleins pouvoirs , au moins , jusqu'aux élections de mi-mandat !

Et d'ici là, il est tenté d'occuper la bande de gaza et d'y imposer une " zone libre"!

Et d'après ce qui s'est tramé lors de la tournée du président américain en Arabie Saoudite, au Qatar et aux Emirats , ce sont les monarchies du Golfe qui décideront du sort de Gaza !

Alors, qui occupera l'enclave palestinienne? L'armée israélienne en vue d'une annexion ou l'armée américaine si jamais un deal est trouvé et négocié entre la maison blanche et le prince héritier du royaume Wahhabite.?

Pour le reste, au demeurant, pour prendre Gaza la Maison Blanche devra se débarrasser de Netanyahou et de son gouvernement d'extrémistes !

Donald Trump a pris soin de faire fructifier et élargir son business familial dans les pays du Golfe , alors même s'il faut se méfier de ses déclarations intempestives et saugrenues quelquefois, il serait curieux de savoir comment il compte faire déloger l'armée israélienne des 35 % de la bande de Gaza pour permettre à l'armée américaine d'y installer une zone de liberté !?

Il se peut aussi que tout cela soit en réalité des manœuvres de diversion en imaginant que la Maison Blanche et Tel-Aviv sont d'accord sur le principe de l'annexion totale et définitive de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, et que les divergences ne concernent que la manière d'atteindre cet objectif avec le coût politique le plus avantageux pour les intérêts américains dans la région !

Alors, Gaza pire que Auschwitz ! ?

Oui , certainement car à l'époque de l'Allemagne Nazie il n'y avait ni Nations-Unies ni justice internationale, et il y a une seconde guerre mondiale avec de part et d'autre les alliés occidentaux soutenus par l'Amérique, et la Russie qui combattait également sans parler des dizaines de milliers de combattants venus d'Afrique du Nord et subsaharienne.

Aujourd'hui, il y a en principe un conseil de sécurité, la CPI et le TPI , mais Israël jouit de l'impunité alors que le volume des bombes utilisées durant les dix-sept derniers mois sur la bande de Gaza dépassent de loin l'ensemble des explosifs utilisés durant la seconde guerre mondiale.

Le blocus comme outil d'extermination !

Oui , Gaza demeure pire que Auschwitz et de très très loin car depuis 77 ans que dure la Nakba pour les palestiniens, les criminels génocidaires qui se succèdent à la tête des gouvernements israéliens méprisent le droit international, ignorent toute morale humaniste et considèrent comme terroristes tous les enfants et les femmes de palestine et comme antisémites les occidentaux qui osent soutenir les droits légitimes du peuple palestinien.

Ce serait faire preuve de négationnisme , in fine , que de comparer Gaza à Auschwitz car bien évidemment dans l'enclave palestinienne la situation est certainement bien pire avec un blocus insoutenable comme moyen de famine et d'extermination !

Rédigé par Hafid FASSI FIHRI



ENTRE DEALS ET GÉOPOLITIQUE : TRUMP SNOBE ISRAËL ET MISE SUR LES MONARCHIES GOLFE

Le 13 mai 2025, Donald Trump a lancé la première grande tournée internationale de son second mandat. Là où l'on attendait une escale à Jérusalem, symbole de l'alliance solide entre les États-Unis et Israël, le président surprend par un itinéraire réservé exclusivement aux trois géants du Golfe : Arabie saoudite, Qatar et Émirats arabes unis. Israël, voisin et partenaire historique, est laissé de côté. Ce choix marque un virage majeur dans la diplomatie américaine et rebat les cartes régionales peut être. S'agit-il d'une simple stratégie économique ou d'un repositionnement géopolitique plus significatif ?

Dès Riyad, le ton est donné : Trump privilégie les affaires.

L'Arabie saoudite dans un faste inédit, peu habituel pour un américain, annonce un investissement colossal de 600 milliards de dollars dans l'économie américaine, que Trump veut porter à 1 000 milliards sur quatre ans. Les secteurs concernés : la défense, l'énergie, la technologie, les infrastructures et surtout l'armement, gênent sans doute Israël. La commande militaire américaine atteint 142 milliards de dollars, illustrant la priorité de la Maison-Blanche de sécuriser l'avenir économique des États-Unis grâce aux partenariats solides que sont les monarchies du Golfe, celles-ci ne veulent plus être de simples pétromonarchies aux yeux du monde. L'Arabie saoudite est un pilier économique mondial. Elle arrive même à pousser Trump à lever les sanctions américaines sur la Syrie ?

À Doha, dans un peu plus de faste, le Qatar signe des accords historiques de près de 1 200 milliards de dollars, incluant la vente d'avions Boeing, des moteurs GE Aerospace à Qatar Airways. Il offre sans gêne à Trump un avion de près d'un demi-milliard de dollars.

Les Émirats arabes unis, au summum du faste, offrent encore plus sans doute. Ils s'engagent à investir 1 400 milliards de dollars sur dix ans dans l'économie américaine, misant sur l'intelligence artificielle et les infrastructures numériques.

A chaque étape un forum d'investissement réunit, les géants de la Silicon Valley et de Wall Street qui sont là, preuve que Washington veut ancrer durablement ses liens économiques avec le Golfe. Trump présente ainsi à son électorat des résultats concrets, renforçant sa stature de « dealmaker » et garantissant la prospérité américaine sur un long terme.

Finalement, il sécurise emploi et prospérité en renégociant les droits de douane et en obligeant les capitaux à travailler d'abord aux États-Unis. Tout se tient.

Mais pourquoi Israël, allié de toujours, est-il exclu de cette tournée inédite ?



La réponse réside certainement dans ce qu'impose le contexte régional explosif : la guerre à Gaza fait rage, la crise humanitaire s'y aggravant, les négociations entre Arabie saoudite et Israël sont au point mort. Une visite à Jérusalem aurait été perçue comme une provocation, risquant de compromettre les accords économiques tant importants pour Trump.

De plus, la proposition du président de transformer Gaza en « Riviera du Moyen-Orient » a été mal accueillie par les pays arabo-musulmans. La Maison-Blanche, consciente des tensions, évite ainsi les dossiers symboliques et se concentre sur la stabilité régionale et les accords économiques. Trump mise sur la prudence et le pragmatisme, fidèle à son slogan « America First ». Le reste peut attendre.

Ce choix n'est pas une punition envers Netanyahu, malgré la tension palpable entre les deux hommes, mais elle traduit une évolution profonde dans la relation Washington-Jérusalem. Si Trump avait fait d'Israël une priorité lors de son premier mandat, il adopte aujourd'hui une approche plus nuancée, voire pragmatique. Israël coûte trop cher aux Américains et Trump cherche de l'argent pour son pays lourdement endetté. Les divergences stratégiques avec l'actuel Israël sont nombreuses : gestion de Gaza, nucléaire iranien, normalisation avec Riyad. Mais Trump devra encore composer avec un Netanyahu intransigeant, dont la ligne dure complique les ambitions américaines.

Soutenir Israël sans réserve, c'est risquer tout de même de perdre des opportunités économiques auprès des monarchies du Golfe. En réservant sa tournée à ces pays, Trump envoie un signal clair : la diplomatie américaine privilégie désormais les intérêts économiques et la recherche de nouveaux équilibres régionaux, même au prix d'un éloignement temporaire de l'allié historique. Le message s'adresse aussi aux électeurs israéliens et à l'opinion internationale : l'ère des fidélités automatiques cède la place à une *realpolitik* où chaque partenariat est évalué à l'aune de ses bénéfices concrets.

Ce repositionnement rompt avec des décennies de diplomatie américaine où Israël occupait toujours une place centrale lors des visites présidentielles. Désormais, la Maison-Blanche privilégie les résultats tangibles et les alliances générant des bénéfices pour l'économie américaine et la stature internationale de son président. Vance, le vice-président, consolide aussi son positionnement pour la prochaine échéance américaine dans moins de quatre ans. Les Républicains peuvent jubiler.

En somme, l'absence d'Israël dans la tournée moyen-orientale de Trump s'explique par la priorité donnée aux enjeux économiques, la prudence face au contexte explosif, et la volonté de redéfinir les équilibres stratégiques au profit des États-Unis. Ce choix pourrait redessiner la carte des alliances au Moyen-Orient, annonçant une ère où la diplomatie américaine sera guidée par la recherche de retombées économiques et de stabilité régionale, quitte à bousculer les traditions et surprendre les alliés.

Israël reste un partenaire incontournable, mais ne peut rivaliser par son volume avec les opportunités offertes par le Golfe. Pour Trump, la priorité est claire : « America First », y compris dans la redéfinition des alliances au Moyen-Orient. Cette stratégie, si elle réussit économiquement, pourrait avoir des conséquences durables sur la dynamique régionale et la place d'Israël dans la diplomatie américaine. Le lecteur israélien doit intégrer cette nouvelle donne. Les partis d'opposition devraient saisir l'opportunité pour faire taire les extrémistes qui dominent la politique.

L'avenir d'Israël passe fatalement par la paix régionale, ce qui implique aussi le droit du peuple palestinien à vivre en paix. C'est le prochain épisode du feuilleton. Les monarchies du Golfe investissent au service des États-Unis mais deviennent aussi plus exigeantes sur cette question.

Le Moyen-Orient, berceau des religions et d'une grande part de la civilisation humaine, longtemps théâtre de rivalités idéologiques, devient le terrain d'une nouvelle realpolitik américaine.

Donald Trump, fidèle à son style, privilégie les deals et les résultats, quitte à bouleverser les codes. L'exclusion d'Israël n'est pas un oubli, mais le signe d'un repositionnement stratégique qui pourrait refaçonner l'avenir de la région et du monde.

Rédigé par Aziz Daouda,



HARVARD – TRUMP: LIBERTÉ ACADÉMIQUE EN DANGER

C'est une attaque globale et massive de l'administration Trump ne visant pas seulement les Universités mais le monde de la science et de la recherche dans son entier. Une hostilité pour le moins hallucinante. Mais ce constat s'impose : contrairement à une idée IEEE reçue, la liberté académique en tant que telle n'est pas garantie par la Constitution des États-Unis. Mustapha Sehimy explique.

Pour l'instant, il faut relever que les mesures les plus graves regardent les suppressions de crédits fédéraux relatifs à la recherche sur le changement climatique. Cela dit, il faut faire ce constat essentiel: la liberté académique en tant que telle n'est pas garantie par la Constitution des États-Unis, ni d'ailleurs par une quelconque loi fédérale. Tel est le cas également en France et au... Maroc. Les juristes américains et la Cour suprême ont estimé dans certains cas que la liberté académique pouvait être protégée indirectement lorsqu'on pouvait l'interpréter comme liberté d'expression.

Liberté d'expression...

Une telle qualification a permis à la Cour suprême dans certains cas de se fonder sur le 1er Amendement qui protège la liberté de parole (free speech).

Une jurisprudence qui n'est pas cependant d'une grande clarté entre un droit du Premier amendement relatif à la liberté académique et un droit du Premier amendement sur la liberté d'expression. Ce plaidoyer en faveur de l'autonomie du concept de liberté académique est sans doute convaincant; il n'en demeure pas moins que limitée au seul domaine de la liberté d'expression, la liberté académique est donc partiellement garantie par le droit constitutionnel américain.

Le plus intéressant dans la jurisprudence de la Cour suprême a trait à la définition qu'elle a proposé du contenu de cette liberté en tant que celle-ci se rapporte à l'institution universitaire: " La liberté de déterminer qui enseigne, ce qui est enseigné, comment cela doit être enseigné et qui peut étudier". Mais cette haute juridiction n'a jamais fait l'effort d'identifier les composantes de la liberté les composantes de la liberté académique en tant qu'elle est une liberté professionnelle attribuée aux universitaires – la liberté académique " individuelle". Au final, la liberté académique n'est donc pas spécialement bien garantie par le droit aux États-Unis –le même constat vaut aussi pour les droits européens. Elle relève essentiellement de la soft law et plus généralement des mœurs universitaires.

En l'espèce, aujourd'hui c'est l'Université d'Harvard qui est en première ligne dans cette offensive de l'administration Trump contre les universités. Un débat de fond. Le 11 avril dernier, par courrier, il était formulé une série d'exigences à la direction de cette université: la suppression des politiques en faveur de la diversité, des modifications de programmes accusés " d'alimenter le harcèlement antisémite", ainsi qu'un "audit" des opinions exprimées par les étudiants et les enseignants. En réponse, le président de Harvard, Alan Garber, a publié une déclaration adressée à la communauté universitaire: « l'établissement n'abdiquera pas son indépendance ni ses droits garantis par la Constitution... aucun gouvernement –quel que soit le parti au pouvoir– ne doit dicter aux universités privées ce qu'elles doivent enseigner, qui elles doivent peuvent admettre ou recruter, ni les domaines dans lesquels elles peuvent mener leurs recherches".

Menaces

En réaction, l'administration Trump dans un communiqué indique que "la Task Force conjointe de lutte contre l'antisémitisme" annonce le gel de 2,6 milliards de dollars de subventions sur plusieurs années", ainsi que la suspension de "contrats pluriannuels d'une valeur de 60 millions de dollars". A la suite de cette annonce, Donald Trump brandit plusieurs menaces: le retrait à l'université de l'exemption fiscale dont elle est bénéficiaire; l'interdiction d'accueil d'étudiants étrangers si elle refusait un contrôle de ses politiques en matière d'admission, de recrutement et d'orientation idéologique; Dans cette même ligne, les républicains du Congrès annoncent l'ouverture d'une enquête parlementaire visant à examiner le "manque de conformité de Harvard avec les lois sur les droits civiques". Le bras de fer se poursuit avec d'autres universités (Columbia, Cornell, Northwestern, Princeton, Brown,...) Plus de 200 présidents d'université ont signé une lettre dénonçant une "ingérence gouvernementale sans précédent" dans l'enseignement supérieur. Des procès sont en cours...

Cela dit, le constitutionnaliste est interpellé sur plusieurs points. Le premier porte sur le fait que la présidence impériale ne remonte pas à Trump: tant s'en faut. Elle lui était en effet antérieure. S'est ainsi développé une tendance du pouvoir exécutif – de la présidence donc des États-Unis – à agir de manière unilatérale avec l'aide des Executive Orders. Trump s'est engouffré dans cette brèche, pourrait-on dire, en multipliant les décrets présidentiels dans les premiers jours de son



second mandat. Il faut préciser au passage qu'il avait déjà commencé son ingérence dans les universités américaines à la fin de son premier mandat. Autre remarque: le décret présidentiel du 29 janvier 2025 (Additional Measures to Combat Anti- Semitism) destiné à lutter contre l'antisémitisme. Ce texte a instauré une "Task Force" interministérielle. Or, c'est précisément cette Agence qui, le 4 avril 2025, a annoncé à l'Université d'Harvard le gel de 2,65 milliards de dollars de subventions fédérales.

Un populisme "anti-science"

Pour contester une telle suspension, le principal argument juridique pouvant être avancé est d'ordre constitutionnel. Ce n'est pas en effet le pouvoir exécutif – la Présidence et ses organes– qui est compétent pour décider de l'attribution ou du retrait des fonds fédéraux. L'on fait volontiers référence ici la notion de "spending power" (ou pouvoir de dépenser) qui désigne la capacité du gouvernement fédéral américain à influencer les politiques des États en conditionnant l'octroi de fonds fédéraux. Un outil constitutionnel et stratégique utilisé depuis longtemps. Des exemples notables historiques sont à citer: Reagan en 1984 (baisse du financement des autoroutes pour les États n'ayant pas relevé l'âge légal pour boire à 21 ans); Bush/ Obama (conditionnement de l'aide éducative à l'adoption de standards nationaux "No Child Left Behind"); Obama (expansion de Medicaid encouragée par financement fédéral). Avec Trump en 2025, ce levier est utilisé de manière plus coercitive et politique. Cet épisode trumpiste est encore plus préoccupant tant les atteintes à la liberté académique semblent ici multiformes avec une ingérence de l'État fédéral dans tous les domaines – du contenu des enseignements à l'orientation de la recherche. Se révèle sans doute le plus grave: un populisme "anti-science" ou " anti-scientifique". De quoi rappeler mutatis mutandis la "chasse aux sorcières" du maccarthysme des années cinquante...

Rédigé par Mustapha Sehim





INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

LIVE STREAMING

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!

الإقلاع الاقتصادي والنهضة التنموية تبني برأسمال وطني

نبدأ هذا المقال بسؤال يتجلى ، في ما قامت به الحركة الوطنية والفصيل الديمقراطي والبرجوازية الوطنية حيث طرحت في بداية الاستقلال لبناء اقتصاد وطني قومي برأس مال محلي يتجلى في "نظرية المغرية" ، تم نظرية الأرض لمن يحرثها والمعامل للعمال والسلطة التدييرية للشأن العام للشعب بواسطة انتخابات نزيهة حرة تعبر عن الإرادة الحقيقة للجمهور؟ هذا ما أكدته حزب الاستقلال في أديباته الثقافية والفكرية كأيدولوجية مذهبية . تم اعتماد عملة وطنية لا تكون تابعة لأي دولة ولهذا تم تحرير الدرهم المغربي عن الفرك الفرنسي ودخلت هذه العملية في إطار السيادة الوطنية أيام حكومة حزب الاستقلال ووزيرها الأول عبد الله إبراهيم ووزير المالية عبد الرحيم بوعبيد إذن لماذا أخذت الحركة الوطنية هذه المواقف وناضلت من أجل ذلك ؟

أن تجارب الشعوب في نهضتها التنموية بنيت على الاستقلال الاقتصادي الوطني لكي لا تغرق البلد في تسديد دين خارجي أو استغلال لمقدرات الوطن طويلة الأمد.



إن الشعوب في نهضتها أعطت المبادرة والابتكار والخلق والإبداع للاستثمار المحلي وإلى الكفاءة الوطنية وإلى العنصر البشري المغربي الذي برهن طوال التاريخ على منهجية النزوح الى الاستقلال السياسي والاقتصادي بالاعتماد على إمكانياته الذاتية والموضوعية والواقعية السياسية والاقتصادية لتسخير الإمكانيات المغربية الثروات الطبيعية أي المعادن والمناجم والثروة الوطنية سواء فوق الأرض أو تحتها أو الثروة السمكية يجب أن تكون رهن إشارة المواطنين المغاربة أولا سواء مستثمرين أو مصدرين أو أصحاب مشاريع كبرى وإن الحكومة تكون هي الأولى الضامنة والساخرة على تلك المبادرات والمشاريع لحمايتها وتشجيع الاستثمار الداخلي الوطني وصونه.

أن جليلة الملك في رؤيته المستقبلية والتي نستشفها من كل الخطابات السامية سواء في الأعياد الوطنية أو في افتتاح البرلمان المغربي كلها تدعو إلى تشجيع الاستثمار الداخلي وإبراز الكفاءة المغربية في هذا الاتجاه خاصة سواء بنظرة الانفتاح الاقتصادي المغربي أو القيام بإنشاء مراكز اقتصادية أو أقطاب اقتصادية كبرى سواء في الشمال المغربي أو على طول الساحل الأطلسي في الجنوب وهو بمثابة بناء فضاء مشترك بين أفريقيا وأوروبا وسيكون المغرب ملتقى اقتصاديات هذه القارات خاصة الدول التي تشارك المملكة المغربية في هذه النظرة الاقتصادية المستقبلية المشتركة وخلق فضاء أفريقي مشترك للحد من الهجرة السرية وتثبيت الشعوب داخل إطار الجغرافي بخلق تنمية مستدامة ، والقيام بطول أمد الاستراتيجية الوطنية البعيدة المدى لبناء اقتصاد قوي متجدد لاتفاقيات ومبتكر في خطته الاقتصادية وكشوفات مبادراته القابلة للتطبيق.

أن الحكومة يجب أن تكون منسجمة مع هذا الطرح في المنهجية الاقتصادية للعهد الجديد، عهد المبادرة الوطنية للتنمية البشرية وعقد ورش الملكي للحماية الاجتماعية . وكذا الورش السياسي للعدالة الانتقالية الغير المسبوقة في الزمن السياسي الإقليمي أو الجهوي . في المنطقة المغاربية والعربية تم عهد بناء الدولة الاجتماعية ، ولهذا يجب أن تكون الحكومة المغربية متحمسة لدفع الرأس مال الوطني للقيام بالمشاريع الكبرى سواء طرق سيار، موانئ أو معامل التلقيم والتكرير أو بناء أحواض السفن لصناعة السفن التجارية والحربية تبعاً للتوجيهات السامية لجليلة الملك محمد السادس إنشاء أسطول بحري تجاري وتنافسي بمقدرات مغربية وإمكانيات ذاتية وهذا ليس بعزيز على الصانع والحرفي المغربي الذي راكم تجربة كبرى في هذا المجال . والهدف هو تحقيق الأمن الغذائي والاكتفاء الذاتي لأن التوجه إلى استعمال السفن الأجنبية في تصدير مقدراتنا من المواد والسلع إلى الخارج له نتائج محدودة جدا بل ضعيفة . لا تشكل سوى 5 في المائة بالمقارنة مع وسائل النقل الأخرى كالطائرات أو الشاحنات . أن تجربة سنغافورة وماليزيا وتايوان في الاعتماد على الذات وعلى الاقتصاد الداخلي وعلى الرأس مال الوطني والمحلي وريته بالتعليم النافع . أعطى دفعة قوية في ظرف وجيز ولهذا يجب أخذ المثل في هذا الاختيار في الاستقلال الاقتصادي للوطن وتلافى التبعية الاقتصادية للأجانب .

لهذا ان الوزارة المعنية والقطاع المعني ببناء أحواض السفن لصناعة السفن التجارية والحربية أن يفتح نقاش للمستثمر المغربي - المغربي حول للقيام بهذه المشاريع الكبرى التي ستكون انطلاقة مهمة للحفاظ على الاستقلال التجاري للمصدرين المغاربة بسلع مغربية بأسطول من صنع المغاربة . بحيث تحقق الصادرات من مجموع ما يصدر على ظهر البواخر الأجنبية 5 في المائة سنة 2023 ، بالمقارنة مع الثلاثين سنة الماضية 25 في المائة عندما كان للمغرب أسطول تجاري يجوب كل البحار في إطار ملاحية تجارية نشطة .

أن الحديث اليوم عن عملية التنشيط لهذه المشاريع تكمن عند أهل الاختصاص في التجار والمستثمرون والمصدرون والصناع الكبار، مغاربة بإمكانهم بناء سفن تجارية طولها أكثر من 120 مترا وعرضها عشرة أمتار وعلى سبيل المثال لا الحصر.

أن المغاربة في زمن سيدي محمد بن عبد الله العلوي عام 1765 م بنوا أطول سفينة في التاريخ آنذاك . أطول بكثير من سفينة كارافيل التي قامت بالاكشافات الجغرافية والتي حملتها كانت تتسع لأكثر من ستة كاملة من المواد الغذائية .

أن الدبلوماسية الاقتصادية الوطنية الموازية أو الرسمية يجب أن تشجع المستثمر الوطني، ذو رأس مال وطني . لخدمة المصلحة الوطنية العليا للبلاد وليس الذهاب إلى الشركات الأجنبية البعيدة المدى الجغرافي . يمكن التعامل مع المستثمر الذي يوجد على حدودنا أو بصفة كاملة على المغاربة .

ولهذا يجب اجتناب الشركات الأجنبية العملاقة وعدم تفضيلها على الشركات الوطنية وخاصة في ورش بناء أحواض لصناعة السفن.

التجارية والحربية وخلق أسطول بحري تنافسي تبعاً لتوجهات جليلة الملك محمد السادس أيده الله كما جاء في خطاب المسيرة 6 نونبر 2023 . ولهذا أن مغاربة يضعون ملفات مشاريعهم لبناء أحواض السفن وصناعتها وتفكيك السفن وإعادة تصميمها وترميمها . ويمكن للمستثمرين المغاربة بناء، كذلك السفن الحربية .

هل من عدالة اقتصادية وهل احترام ما تبقى من المواقف للحركة الوطنية حول " " المغربية " والتأميم والحفاظ على القطاعات السيادية ومنها ورش بناء أحواض السفن التجارية كلها أسئلة سوف نلحظها في المستقبل المنظور ، ولكننا لنا الثقة الكاملة في أصحاب القرار لاحترام والدفاع عن هذا القطاع . أو المشروع الكبير للرأس مال الوطني ؟؟؟

بقلم: الدكتور مصطفى بلعوني

الزعيم علل الفاسي ورؤيته للتغيير الاجتماعي

من خلال مؤلفاته المتعددة، سواء كانت كتباً أو مقالات، صاغ علل الفاسي تصوراً خاصاً ومتميزاً للتغيير الاجتماعي. فهو شخصية بارزة في الحركة الوطنية المغربية، وسلفي حديثي، وفقيه، وكاتب، وخطيب، وشاعر متمكن، استطاع أن يوفق بين الأنسالة والمعاصرة في فكره.



عرف علل الفاسي بانفتاحه على الحوار وتبادل الأفكار، وتميز بقدرته على التفاعل مع مختلف المدارس الفكرية، سواء التقليدية أو الحديثة، بهدف إحداث تحول اجتماعي. يتميز تفكيره بالارتباط الوثيق بالواقع الاجتماعي، مصحوباً برغبة فعلية في التغيير. فهو لا يكتفي بتحليل بنية المجتمع أو مؤسساته، بل يسعى لفهم كيف يتغير المجتمع من داخله وكيف يعي ذاته، ويتحول بفعل أبنائه.

ويمثل فكره قطيعة مع كل المقاربات الاختزالية التي تحصى اكتشاف "قوانين طبيعية" تفسر الظواهر الاجتماعية دون مساءلة دلالاتها التاريخية والرمزية. فالمفكر عند علل الفاسي ليس مجرد مراقب، بل هو فاعل في صميم عملية التغيير.

من خلال نقده لمظاهر الضعف في المجتمع المغربي، يقدم تحليلاً دقيقاً لواقع البلد، وي طرح برنامجاً للإصلاح يقوم على التطور المستمر والمضبوط. ويؤكد على ضرورة «خدمة المجتمع، وتحسين أوضاعه، وتمكينه من معرفة خصوصيته، وترسيخ استمرارية الأمة المغربية وقيمها الروحية والأخلاقية التي شكلت أساس حضارتها» (النقد الذاتي، ص. 58).

فهو من دعاة التقدم، لكن التقدم الذي لا ينكر الماضي، بل يتأسس عليه، ويستند إلى التجارب التاريخية، ويرسم آفاقاً مستقبلية دون أن يمس جوهر الهوية. ويقول: «ليس من الضروري أن تبقى الأمة جامدة، بل يجب أن يحدث تحولها في إطار تجربتها التاريخية، على أساس برنامج تقدمي يفتح آفاقاً جديدة للتنمية دون أن يشوه كيانها» (نفس المرجع).

وعليه، فإن التغيير الاجتماعي في فكر علل الفاسي لا يقوم على الثورة الطبقيّة كما هو الحال عند كارل ماركس، ولا على التكيف الوظيفي مع المحيط كما تطرحه النظريات الوظيفية، بل يقوم على مقارنة واقعية، مثالية، وذكية، تستجيب للحاجات الحقيقية للأفراد داخل المجتمع، وتبتعد عن المثالية غير الموصولة بالواقع.

يرفض علل الفاسي التفكير المجرد، ويدعو إلى تطور تدريجي منسجم مع خصوصيات الأمة وطموحاتها، دون أن يتناقض مع قيمها الإسلامية الأصيلة.

ولتحقيق هذا الطموح، يولي أهمية خاصة لتكوين النخب المثقفة القادرة على قيادة التفكير والعمل الاجتماعي، معتبراً أن التفكير العفوي والبسيط عاجز عن إحداث أي تحول حقيقي. ويقول: «الفكر الاجتماعي يتطلب منا نظرة عميقة وروياً نافذة، لتحليل الأمور دون خوف من النتائج التي قد توصلنا إليها تأملاتنا» (ص. 65). ويضيف: «لا ينبغي أن يكون تفكيرنا رجعيّاً، بل لا بد أن يكون ثورياً بمعنى النبيل، أي أن يتحرر من القيود التقليدية التي تعرقل التقدم».

ولا يقصد بالثورة الهدم أو التخلي عن قيم العدالة والإيمان، بل التحرر من العادات الاجتماعية السلبية والعقليات المتحجرة.

ويشدد على ضرورة دراسة العقلية المغربية، والبحث عن الوسائل الكفيلة بتغييرها، لأن أي تنمية ستظل بطيئة ومهددة بالفشل إذا لم تواجه العقبات النفسية والاجتماعية الراسخة.

ويقول: «فلنتحد ضد أنفسنا وضد واقعنا، ولنستجيب لنداء القلب الذي لم تفسده الأخطاء، ولنداء العقل الذي لم تعمه الأطماع. لنبن تحالفاً أخلاقياً يحرر المجتمع من الفقر، والبطالة، والمرض، لنصنع مغرب الغد: بلد الأخوة، والتضامن، والعدالة» (ص. 66).

وفي هذا السياق، لا بد من الإشارة إلى أن النضال الذي قاده علل الفاسي، سواء فكرياً أو سياسياً، وخاصة من خلال حزب الاستقلال الذي قاده من سنة 1944 حتى وفاته سنة 1974، كان يهدف أساساً إلى تحقيق المساواة الاقتصادية والاجتماعية. فالدولة مطالبة بتحسين مستوى عيش المواطنين، وتوزيع الثروات بشكل عادل، وتحرير الناس من كافة أشكال الاستغلال، لا سيما الهيمنة الرأسمالية.

ويتمثل الهدف في القضاء على التخلف وبناء مجتمع خالٍ من الطبقة، يتمتع بالعدالة الاجتماعية (انظر: بيان المساواة). إنها معركة مستمرة ضد الفقر والانهيار، تخاض بروح الوفاء لقيم الأجداد.

ويحذر من عقلية بعض فئات من الأفراد الذين يخشون التغيير، والذين قد يحرون البلد إلى الهلاك إذا لم يتم التحرر من سلطتها.

ويؤكد: «يجب التفكير في كافة القضايا المتعلقة بتطور أمتنا، وأخذ المدينة والبادية، المالك والمزارع، العامل والرأسمالي، الرجل والمرأة، الكبير والصغير، بعين الاعتبار، في إطار برنامج عام ومتكامل» (ص. 25).

فالتنمية المطلوبة هي تنمية شاملة، تعتمد على استراتيجية عقلانية، جوهرها الفكر الاقتصادي والاجتماعي والروحي الذي يشكل نواة المشروع الإصلاحي.

بقلم: فؤاد يعقوبي

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



SCAN ME!

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

هذا الثراء في شخصية الخليفة يجعلنا لا نراه رجلاً واحداً، بل تركيبة فريدة لعدة شخصيات انصهرت في روح واحدة، فأهبطنا هذه الأيقونة السياسية الرفيعة التي يحق للبرلمان المغربي أن يفتخر بها ويخلدها ضمن رواده العظام، تنافس المتدخلون في تعداد مناقبه واجتهدوا في رسم ملامح صورته، لكنني كنت في وادٍ آخر، أراهم كمن يجتاز امتحاناً عسيراً في لغة الضاد، لأنهم كانوا في حضرة أمير الفصاحة والبيان، الرجل الذي حين يتكلم، تهدر اللغة في كل الزوايا.

كنت أستمع لهم، لكن كلماتهم كانت تختلط في أذني بهدير صوته الذي ما زال يتردد بين جدران البرلمان، كأن القاعة استعادت ذاكرتها، وتذكرت خطيبها البليغ، ونائبها الصلب في قول الحق، وقد عاد إليها محاطاً بمرور من نخب هذا الوطن، ليعيد إليها شيئاً من مجدها وتاريخها. في تلك اللحظة، أيقنت أن هذا التكريم لم يكن مجرد احتفاء بشخص، بل كان إقراراً ضمنياً بأن الخليفة لم يعد ملكاً لحزبه بل أصبح ملكاً للمغاربة جميعاً

ولذلك فإن الكتابة عنه ليست ترفاً إنشائياً، بل ضرورة وجدانية وتربوية، لأن الجيل الحالي في أمس الحاجة إلى نماذج من طينة مولاي احمد الخليفة، شخصيات تثير له دروب الفكر والسياسة، وتغذي بصيرته بالقيم، وتعلمه أن النضال لا يكون إلا بالصبر، وطول النفس، وحُب الوطن. إن أمثال الخليفة لا يُكتب عنهم فقط لأنهم تميزوا، بل لأن في سيرتهم شحناً للضامات، واستنهاضاً لهمم كانت على وشك الخفوت.

أتذكر جيداً، وتسعفني سني على ذلك، مداخلته الجريئة خلال مناقشة ملتقى الرقابة ضد الحكومة سنة 1990. لم تكن لحظة عابرة، بل لحظة فرز حقيقي بين من يرى السياسة لعبة توازنات، ومن يؤمن بأنها امتحان للمواقف والمبادئ. وقف الخليفة آنذاك شامخاً، كما عهدته الأمة، نائباً حراً لا موظفاً سياسياً، وتحدث من موقع القناعة لا المصلحة، فانتقد بحزم، واقترح بحكمة، وتكلم بغيرة وطنية صادقة لا تبتغي غير وجه الوطن.

كانت مداخلته يومها درساً في الجرأة والاندفاع، خطبة سياسية من طراز رفيع، تجسّد الوطنية في أسمن معانيها. تحدث بصفاء الضمير، لا يخشى خسارة منصب ما دام واقعاً على أرض المبدأ. لقد جسّد في تلك اللحظة جوهر العمل النبائي كما ينبغي أن يكون: رقابة واعية، ومحاسبة مسؤولة، ووفاء لا يتزعزع للثوابت. لقد كان مولاي احمد الخليفة رئيساً استثنائياً لفريق الوحدة والتعاضد، ولعلّه أرق، وبهرق، كل من شغل هذا المنصب بعده، إذ يصعب محاكاته أو مجاراته في البذل والحضور والتأثير. إنه فلتة من فلتات الحياة البرلمانية، وأحد رموزها الكبار، وأيقونة يحق للمؤسسة التشريعية أن تتفخر بها وتخلّد اسمه في سجلها الذهبي.

كان حضوره كامفاً لبث الثقة في أعضاء الفريق، وشحنهم بطاقة إيجابية تدفعهم للعطاء. لم يكن يفرض نفسه بسلطة الموقع أو التراتبية التنظيمية، بل بقوة الحضور، ورجاحة العقل، وصدق النية، وجدانية الشخصية. وعلو الكعب الفكري، وسمو الخلق. كان يستنهض الهمم، ويستخرج من رفاقه أجمل ما فيهم من خصال وكفاءات، ويجعلهم يشعرون بأنهم شركاء حقيقيون في العمل الوطني، لا مجرد أدوات سياسية.

للخليفة حياة متعددة، امتدت بين الحزب والبرلمان، وبين الوزارة والمحاماة، وارتبطت بالنضال من أجل قضايا الأمة العربية والإسلامية. لكنه فوق كل ذلك، كان رجل فكر وثقافة بامتياز. خارج قبة البرلمان، حافظ على موقعه في قلب النقاش العمومي، من خلال مقالاته، وندواته، وحواراته، ومشاركاته الوازنة في المؤتمرات الوطنية والقومية. فعل ذلك دون أن يخل بتوازنه، أو ينزلق نحو شعبية رخيصة أو يسقط في برائن التهافت السياسي، بل ظل صوتاً رصيناً، يطور بالعقل، ويقنع بالبرهان، ويتكلم من ضمير الأمة.

وزيراً للوظيفة العمومية، ثم وزيراً للصناعة التقليدية، ظل مولاي احمد الخليفة وفياً لنفسه، ونفس النبرة، ونفس المرجعية الفكرية. لم تغيّر المقاعد الوثيرة، ولم تخفت نبرته حين انتقل من صفوف المعارضة إلى موقع المسؤولية. لم يساوم على مبدأ، ولم يُداهن في قضية. كان صوته في الوزارة امتداداً لصوته في البرلمان، ولسان حاله أن المنصب تكليف لا تشریف، ولا قيمة له إن لم يُسخر لخدمة الوطن وقيمه الكبرى.

غادر مولاي احمد مناصب المسؤولية، لكنه لم ينسحب من ساحة الفعل السياسي، وخصوصاً من مجاله الفكري والتنظيري. ظل صوته حاضراً في كل لحظة تأمل، وكل منعطف مصيري، وكل أزمة تتطلب حكمة ونقاء بوصلة. بقي رأيه مطلوباً حين تختلط الأصوات، وتتقاطع الرؤى، وتتشابه المواقف. كأن الوطن يناديه كلما اضطرب الاتجاه، وتشابه الغث بالسمين، ليعيد التوازن ويرشد القرار. إنه من أولئك القلائل الذين يظلون مؤثرين حتى في غيابهم عن المواقع الرسمية، لأن أثرهم يتجاوز المناصب إلى الوجدان العام.

مولاي احمد الخليفة، باختصار، أسد هصور في معارك الكرامة والحرية والالتزام. لم تُغره المناصب، ولم تُغوه الأضواء، ولم تُبدّل الأيام صوته الصادق أو تحرف قلمه النزيه. ظل وفياً لذاته، لوطنه، ولرسالة السياسة النبيلة كما آمن بها. الكتابة عنه ليست مجرد تأريخ لتجربة سياسية، بل هي احتفاء برجولة نادرة، وشهادة فكرية خالصة لرجل لم يغادر قلوب المغاربة، لأنه لم يساوم يوماً على مبدأ، ولم يخذل في موقف. لقد غادر المناصب، لكنه ظل في صدارة الذاكرة الوطنية، رمزاً للصدق، والنزاهة، والانتماء الأصيل.

إنه في زمن يضطرب فيه المشهد السياسي، وتبته فيه البوصلة بين ضيغ الشعبية وركاكة الخطاب، تبرز سيرة مولاي احمد الخليفة كمرآة لما ينبغي أن تكون عليه السياسة: التزاماً لا مصلحة، وصدقاً لا مداورة، انه الدليل الذي يمشي بيننا على ان السياسة يمكن ان تظل ودية للقيم، صادقة في الانتماء، منافحة عن الهوية، إننا اليوم، وأكثر من أي وقت مضى، نحتاج إلى من يذكرنا أن الوطن لا يُبنى بالشعارات، بل بالمواقف. وأن صوتاً صادقاً، مثل صوت الخليفة، قادر أن يوقظ فينا جذوة المواطنة النبيلة، ويعيد للسياسة معناها النبيل.



مولاي امحمد الخليفة... صوت المتنبي وفكر علل الفاسي

"إن نسيت رجالاً كثيراً أو مواقف عديدة مرتّ بي، فلست أظنني أنسى ذلك اليوم الذي هرع فيه إليّ النقيب والبرلماني والوزير السابق، مولاي امحمد الخليفة، وأنا ما أزال طيباً داخلياً، عقب مداخلتي في ملتقى للفريق الاستقلالي بالخميسات حول قوانين مزاوله مهنة الطب. أشاد بكلماتي وعرييتي آنذاك، وفعل ذلك بصدق لمسته في عينيه. كان الخليفة بالنسبة لي أكثر من رئيس لفريق الوحدة والتعاضدية، وأكثر من اسم طبقت شهرته التوافق؛ كان نجماً سياسياً مثلثاً في سماء الوطن. سيبقى ذاك التنويه محفوراً في ذاكرتي بتفاصيله الدقيقة، إنه لحظة لا تنسى من تلك اللحظات النادرة التي تصنع أثراً عميقاً في النفس، وتصنع قيمة شخصية يصعب تجاوزها.

ولذلك، ما زلت كلما رأيت مولاي امحمد، تخيلت ذاك المشهد مأثلاً أمامي: صورته وهو يقترب مني، كلماته المشجعة ونبرته الواثقة، تحضر كما لو كانت اللحظة لم تغب قط. هو مولاي امحمد، الرجل العابر للأجيال، والسياسي المفكر المحبوب من مختلف طبقات المجتمع، من ميسوريه إلى كادحيه. هو نائب الشعب الذي تملؤك رؤيته فخرًا، سواء كان في صفوف الأغلبية أو المعارضة.

ليس مولاي امحمد، كما تأكد لي مع مرور الزمن، ميثلاً إلى النخوية المنغلقة على ذاتها، ولا ممن يضعون الحواجز بينهم وبين الناس. هو سياسي خادق يعرف كيف يخوب في محيطه وكيف يكسب القلوب والعقول بسلاسة وتواضع. رجل يصغي بإمعان، يناقش بوعي، يؤمن بالشباب، ويثق في قدراتهم، ويوكل إليهم المهام بثقة. صديق مقرب أسّر لي، وأنا أكتب هذه السطور، أنه لا يزال حتى اليوم يذكر له جميله حين عينه نائباً له وهو في مرحلة مبكرة من مساره الحزبي، حين كان الخليفة منسقاً للحزب بجهة مراكش. قالها بعين اللامتناه: جعلني أعتدّ بنفسي لأول مرة.



كثيرون يدينون للخليفة مثله بالوفاء، لأنه كان مصدر إلهام ونموذجاً نضالياً منحهم الثقة في الدفاع عن القيم الوطنية العليا.

لقد كان الخليفة ولززال مدرسة سياسية قائمة بذاتها، لا تخرج الأتباع بقدر ما تطلق الطاقات وتفتح الآفاق. جذب إليه الشباب لا عن طريق الوعود البراقة أو الشعارات الجوفاء، بل من خلال حضوره القوي، وقدرته الملهمة، وقدرته على إشعال شرارة الوعي والانخراط. لم يكن مجرد زعيم حزبي أو مسؤول سياسي، بل كان معلماً للفكر والموقف، يؤمن بأن الطريق إلى الوطن تمرّ عبر بوابة الصدق، والعمل، والإيمان بالناس.

منذ بدأت أعي المشهد السياسي المغربي، وأنا أرى فيه رجلاً قوي الروح، ذكي القلب، صلباً برفق، بعيد النظر، ثابتاً على المبادئ، لا يفرّط في الثوابت، ولا يساوم على القيم. كان إذاً شتّى التحقيق، شجاعاً لا يهاب قول الحق، ومقدماً لا يخشى في سيبله لوم لنثم. لم يكن يكتفي برفض ما لا يرضاه في السياسة بقلبه، بل كان يغيّره بلسانه، وبجرائته المعهودة. لا أخفي أنني، لسنوات أدمنت الاستماع إلى خطبه، وصرت أنتجني الفرص وأتكلّف الأسباب للروح قاعة مجلس النواب فقط لأستمع إلى ذلك الصوت الجهوري الهادر، يشق فضاء المجلس مثل هدير بحر غاضب، لكنه واع وموجّه.

بل لقد كنت، كلما شعرت بضعف يتسلل إلى لغتي العربية، أعود إلى خطبه أقرأها لاكتساب البيان والفصاحة من جديد. كنت أتمرّن على نثره السياسي كما أتمرّن على نثر طه حسين، والعقاد، ونجيب محفوظ. كنت أعشق جزالة لغته، وقوة معانيه، وروعة سبكه في خطبه العصماء. كانت خطاباته أقرب إلى دروس في البلاغة السياسية، لا تنشذ فيها كلمة عن موضوعها، ولا تأتي جملة إلا وهي محكمة تؤدي المعنى الكامل ببراعة.

إنه النائب المحامي الذي يرافع كذلك حين يرتجل الخطبة، والخطيب الذي يصهر العقل في بيانه. كانت مرافعاته تحت قبة البرلمان عيون خطبه أشبه بمعلّقات سياسية تستحق أن تُدرّس وتُحلّل. لقد كانت بحق نصوصاً جديرة بأن تدرج ضمن مقررات تحليل الخطاب السياسي في الجامعات، لما فيها من ثراء لغوي، وعمق فكري، ومثانة حجاج. كان، حين يمتشق لغة الضاد، يذكرنا بالمتنبي، لكنه متنبي مغربي، يستلهم فكر علل الفاسي، شيخه و"مرشده" ومرجعه، الذي تتلمذ على يديه وترجم أفكاره بأمانة من على منابر البرلمان وفي التجمعات والساحات حيث كان يلتحم بال جماهير.

لكل سياسي متميز علامة فارقة، وعلامة مولاي امحمد الخليفة كانت لساناً بليغاً، ورباطة جأش، وقلباً لا يرتجف أمام العاصفة. لم يعرف المداهنه، ولا راوغ في المواقف. يصحح بالحقيقة كما هي، يقبلها من يقبلها، ويرفضها من يشاء، لكنه لا يغيّرها إرضاءً للحد. منذ أن عرفه المغاربة، رأوا فيه الرجل الوقور النبيل، بملامح توحي بالصرامة المتزنة، والسياسي الشامخ كجبل، الذي لم تغره.

الأضواء، وإن للحقته في كل محفل، مفتتنة بفصاحته وشخصيته التي تأبى أن تكون عادية.

لم يكن الخليفة شخصية طاردة للناس من السياسة، بل كان جاذباً إليها بكلماته، بلغته، وبمواقفه. كانت مواقفه تنساب من لسانه حرّة، قوية، تسكب في قالب لغوي راق، تتقاطع فيه الدائقة الأدبية مع الإبهار البياني والإحكام السياسي. لم يكن حديثه مجرد خطب بلغة، بل كان خطّ نار في جبهة المواجهة. في كل مرة يتكلم، يصمت البرلمان. وكنت مراراً هناك في مقاعد الضيوف أتابع المشهد: نواب من كل الفرق، من حلفائه وخصومه، ينصتون باهتمام نادر، يستمتعون بهاء اللغة العربية، وعمق المعاني، ودقة الرسائل السياسية في خطبه.

كان خطيباً يسكنه المتنبي، بل لعليّ لا أجناب الصواب إن قلت إن شاعر العرب الأبرز قد ساهم، من بعيد، في تشكيل هذا النائب الموقّو والسياسي النبيل الجسور. لقد أتقن الخليفة لغة الضاد حتى أصبحت سلاحه الأفضى في معارك الفكر والسياسة. كم بخ صوته وهو ينادي بأن الهوية ليست شعاراً يُرفع، بل موقف يلتزم به. ولهذا ظل، ولا يزال، مدافعاً شرساً عن اللغة العربية، رافضاً كل محاولات التبخيس، مؤمناً بأن الأمة لا يمكن أن تنهض بلغة مستوردة، وبأن السيادة تبدأ أولاً من السيادة على اللسان. البارحة حضرت بمجلس النواب ندوة حول كتابه الجديد: مولاي امحمد الخليفة، الصوت القوي للشعب في البرلمان. كان المشهد معبراً: كل المتحذلين، من مختلف الأطياف اجتاحتهم نوستالوجيا عارمة. لكل ما مثله الرجل من حضور وتأثير، ولكل لحظة جمعتهم به. لم يكن بالنسبة إليهم مجرد اسم في سجل البرلمانين، بل كان بوصلة سياسية، ورجل دولة من العيار الثقيل، جمع بين الحكمة والجرأة، وبين الالتزام والنقد البناء، وظل وفياً للمؤسسات، مخلصاً للمبادئ، نقياً اليد واللسان.

علل الفاسي و سيولة مابعد الحداثة

لا يسعى هذا المقال إلى تقديم دراسة نظرية تقليدية في مفهوم الحرية عند علل الفاسي، فالكثيرون سبقوا إلى ذلك، خصوصاً في مناسبات الاحتفاء الفكري به، حيث يغلب الجانب الوجداني على التحليل النقدي. وإنما القصد هو توظيف هذا الفكر النضيل والمتمرس في السياسة والمقاصد، لمقاربة إشكاليات ما يُعرف اليوم بالحرّيات الفردية، والتي فرضتها تحولات ما بعد الحداثة، بما فيها من سيولة في المفاهيم وتفكيك للقيم.

صحيح أن علل الفاسي لم يعيش هذه المرحلة، ولم يضع تصوّراته في ضوء هذه الأدبيات الجديدة، لكنه رغم ذلك لا يفقد راهنيته. بل إن فكره يبدو أكثر رسوخاً اليوم، لأنه يستند إلى مفاهيم نحتها من صميم المرجعية الإسلامية، مفاهيم متماسكة لا تتفتت أمام سيولة القيم ولا تختزل في أهواء السوق والجسد.

يرى الفاسي أن الحرية ليست غريزة، بل خلق روحي مسؤول. ليست اندفاعاً فطرياً نحو اللذة، بل بناء تدريجي للإرادة تتحرر من عبودية الشهوة والضغط الاجتماعي. "الحرية الإسلامية، هي التي جعلت العبيد أحراراً في الوقت الذي كانت أجسامهم ما تزال تحت سيطرة السادة"، كما قال. فالحرية عنده ليست انفلاتاً من القيود، بل ارتقاء بالروح على حساب الغريزة، وتفعيل للعقل في خدمة المقاصد العليا.

ويرتبط هذا التصور بشكل عضوي بعقيدة التوحيد، التي تجعل العبودية لله وحده وسيلة للتحرر من كل قيد دنيوي أو سلطوي. فالإنسان لا يولد حراً، بل يُكلف بأن يتحرر، فيُصبح مسؤولاً عن نفسه ومجمّعه، منخرطاً في مشروع عمارة الأرض وفق التكليف الشرعي. ولذلك، فحرية الإنسان لا تُقاس بمدى انفلاته من الضوابط، بل بقدر قدرته على تقييد نزواته بما يحقق له السمو الأخلاقي والكرامة.



وقبل الغوص في تفكيك الظروف الحديثة حول الحرّيات الفردية، الذي هو غايتنا من هذه السطور، لا بد من التوقف لحظة أمام الخلفية الفلسفية التي تقوم عليها هذه المفاهيم قبل عرضها على الميزان العللي. فالحرّيات الفردية كما تطرح اليوم، لا تتبع من تصور كلي للإنسان، بل من مقارنة جزئية تختزلها في بعده الفردي والجسدي. في المقابل، فإن تصور علل الفاسي للحرية ينبع من رؤية تكاملية للإنسان، بوصفه كائناً ذا روح وعقل ومسؤولية شرعية. من هنا، تظهر الحاجة إلى مقارنة جذرية: هل الحرية أن يفعل الإنسان ما يشاء بجسده أم أن يكون مسؤولاً عن كيانه في ضوء مقصد أسمى؟ هذا هو المفترق الذي يجعل من فكر علل الفاسي مادة خصبة تسعف في إعادة صياغة المفهوم، مفهوم الحرية الفردية خارج منطق الصراع الليبرالي ...

وبهذا المعنى، فإن ما يطرح اليوم من مفاهيم مثل "حرية الجسد"، أو "العلاقات الرضائية"، أو "البجهاض"، أو "التحول الجنسي"، لا يُمكن اعتباره حرية حقيقية وفق هذا الإطار، إطار فكر علل الفاسي، لأنها تقوم على اختزال الإنسان في بعده الحيواني. الحرية هنا تتحول إلى عبودية مقنّعة، عبودية للغريزة، تسلب الإنسان إنسانيته وتحول الجسد من وسيلة إلى غاية. أما الحرية الحقّة، فهي تحرر الروح من سطوة المادة، وسموّ بالإنسان نحو غايته الأخلاقية والوجودية. وفي هذا الأفق نفسه، ورغم أن تصور عبد الوهاب المسيري، جاء لاحقاً زمنياً لفكر علل الفاسي، فإن رؤيته تتقاطع معه بعمق، ويمثل المسيري نموذجاً لفكر خرج من عباءة الماركسية المادية ليعود إلى مرجعية إسلامية متجاوزة القطيعة بين الالتزام الإيمان والتحليل النقدي. إذ حذر بعده وبجوره من النموذج الغربي المادي للحرية، والذي يفصلها عن الأخلاق والدين، مما يؤدي إلى تفكك المجتمعات واغتراب الإنسان عن ذاته. الحرية عنده أيضاً ليست انفلاتاً، بل مسؤولية في إطار منظومة من القيم المتعالية.

في مقابل ذلك، شدد علل الفاسي على أن الحرية الفكرية ركيزة للتقدم والنهضة، وأن المجتمعات لا تتطور إلا حين تفتح المجال للتفكير النقدي، في إطار مشروع ديمقراطي أصيل، قائم على العقل والنقد الذاتي. ولذلك ظل وفيّاً لاختياره الديمقراطي لا كشكل مؤسّساتي فقط، بل كمنهج في التفكير والعمل، قائم على التوازن بين الحرية والضبط، بين الفرد والمجتمع، بين الحقوق والواجبات.

بطبيعة الحال، ثمة أطروحات داخل الفكر المعاصر تدافع عن نماذج حرية "معتدلة" تنأى عن الفوضى، وتدعو إلى توازن بين الجسد والروح، لكنها في الغالب تبقى حبيسة السياق الليبرالي الغربي، المفتقر إلى المرجعية المتعالية التي توفرها الرؤية المقاصدية الإسلامية.

إن سؤال الحرّيات الفردية اليوم ليس مجرد سجال قانوني أو ثقافي، بل هو سؤال وجودي يمس تعريف الإنسان لذاته، وتحديد طبيعة العلاقة بينه وبين جسده وبين الحرية والضابط الأخلاقي. وفي هذا السياق، يظل فكر علل الفاسي منجّماً غنياً يمكن العودة إليه، لا لنستنطقه كما هو، بل لنستثمر مفاهيمه الكبرى: الحرية كخلق، لا كغريزة، كمسؤولية، لا كهروب، كتحرر نحو الله، لا سقوط في هوى النفس وإغراء السوق.

السؤال الذي يجب أن نطرحه إذاً هو: هل نملك الشجاعة لنعيد تعريف الحرية؟ لا بما يفرضه السوق أو النزوة، بل بما يحقق إنسانيتنا في أرقى صورها؟ ربما يكون هذا هو التحدي الحقيقي الذي تركه لنا علل الفاسي

بقلم: الدكتور خالد فتحي

43 علال الفاسي و سيولة مابعد الحداثة

42 مولاي امحمد الخليفة... صوت
المتنبى وفكر علال الفاسي

39 الزعيم علال الفاسي ورؤيته للتغيير
الاجتماعي

38 الإقلاع الاقتصادي والنهضة التنموية
تبني برأسمال وطني



لودجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :
سارة البوفي - أمل الهواري
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :
محمد آيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :
www.pressplus.ma





لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc





كتاب الرأي

العدد 07 - ماي 2025

لودجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



**”الزعيم علال الفاسي
ورؤيته للتغيير الاجتماعي“**